



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

CONFÉRENCE DE PRESSE

«PROPOSITIONS DE RÉFORME DES EMPLOYEURS»

MERCREDI 16 MARS 2016, HÔTEL BELLEVUE PALACE, BERNE

Contenu

- **Exposé «La croissance économique n'est pas une fin en soi, l'avenir des assurances sociales en dépend»**
Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse
- **Communiqué de presse: assurance invalidité**
- **Exposé «A l'avenir, les rentes versées aux moins de 30 ans doivent demeurer l'exception»**
Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse
- **Réponse à la consultation sur l'assurance-invalidité (seulement en allemand)**
- **Communiqué de presse: prestations complémentaires**
- **Exposé «Une refonte en profondeur du régime des PC est impérative si l'on ne veut pas mettre en péril la sécurité sociale des plus démunis»**
Martin Kaiser, responsable Politique sociale, Union patronale suisse
- **Réponse à la consultation sur les prestations complémentaires (seulement en allemand)**
- **Contacts et renseignements**

Conférence de presse du 16 mars 2016

Seul le texte prononcé fait foi

«La croissance économique n'est pas une fin en soi, l'avenir des assurances sociales en dépend»

Par Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse

Ce n'est pas la voie solitaire qui fait le succès de la Suisse, c'est le partenariat avec l'Europe. Pour preuve, plus de la moitié des exportations de notre pays niché au cœur de l'Europe est destinée aux États membres de l'UE. Les employeurs helvétiques, mais aussi la population tout entière, profitent en plus des relations bilatérales avec l'Union européenne. C'est ce que vient de confirmer une étude supplémentaire sur le sujet, publiée en l'occurrence par *economiesuisse*. Elle fait apparaître que depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I en été 2002, l'économie suisse a connu une croissance par habitant nettement plus rapide que les années précédentes. Sans l'impact sur la croissance des accords bilatéraux, le PIB de la Suisse par habitant serait actuellement inférieur de 5,7 pour cent en moyenne. Autrement dit, en Suisse, chaque habitant gagnerait – actuellement – 4400 francs de moins par an environ. Mettre ces relations bilatérales en péril sans tenir compte des avantages d'une coopération par rapport à une politique isolationniste dangereuse relève de l'inconscience. Dès lors, c'est à juste titre que le Conseil fédéral a récemment réitéré avec force sa volonté de préserver la voie bilatérale. Soucieux de trouver une solution consensuelle avec l'Europe sur la question de l'immigration, notre gouvernement entend appliquer un mécanisme de sauvegarde tel que proposé par les milieux économiques dans la procédure de consultation. Si les négociations avec l'UE échouent, le Conseil fédéral préconise une clause de sauvegarde unilatérale, ce dont nous prenons acte avec satisfaction.

L'Union patronale suisse approuve l'orientation prise par le Conseil fédéral, qui accorde la plus haute importance à la voie des accords bilatéraux. Nous saluons également le fait que les partenaires sociaux seront représentés au sein de la Commission de l'immigration et qu'ils auront leur mot à dire sur les quotas maximums. Mais nous exigeons aussi des adaptations. Pour l'économie, il est essentiel de veiller à ce que les frontaliers, ainsi que les étrangers admis pour de courtes durées ne dépassant pas douze mois, soient traités de manière non bureaucratique, c'est-à-dire sans restrictions de quotas s'il apparaît que le personnel recherché est introuvable dans notre pays. Pour aboutir à une solution qui tienne compte des intérêts de l'ensemble de l'économie, il est impératif de ne pas soumettre ces deux catégories de travailleurs à contingentement.

Nous ne partageons pas non plus l'avis du Conseil fédéral au sujet des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes: en effet, leur durcissement ne se justifie pas d'un point de vue matériel, les mesures adoptées jusqu'ici pour lutter contre les abus dans le domaine des salaires et des conditions de travail ayant fait leurs preuves, comme le montrent divers rapports de l'Administration fédérale. C'est pourquoi l'Union patronale suisse continue de s'opposer à toute nouvelle mesure d'accompagnement. En revanche, elle s'engage en faveur de l'application et de l'amélioration de l'arsenal des mesures existantes et éprouvées. À l'inverse, les syndicats ne cessent de réclamer de nouveaux instruments, indépendamment de leur nécessité ou de leur pertinence, ce qui renforce l'impression qu'ils font passer leurs intérêts particuliers avant toute pesée objective des enjeux.

Permettez-moi maintenant de faire la transition avec deux autres projets de réforme importants aux yeux des employeurs et sur lesquels Messieurs Roland Müller et Martin Kaiser vont s'exprimer en détail. Comme je l'ai dit en introduction, les relations de la Suisse avec l'UE et la question de l'immigration influent directement sur la croissance économique et la prospérité de notre pays. Une croissance économique qui n'est pas une fin en soi, mais qui constitue une condition cruciale pour, en particulier,

garantir le financement et la pérennité des assurances sociales. Car si le niveau de notre système de sécurité sociale est élevé, c'est grâce à la croissance durable de ces dernières décennies. Or celui-ci est menacé non seulement par les conditions-cadres politiques, mais aussi par l'évolution démographique et conjoncturelle. Autant de facteurs qui mettent à mal les caisses des assurances sociales et placent l'État social face à des défis de taille.

Dans le sillage des changements démographique, politique et conjoncturel, la croissance ralentit, et les rentrées de cotisations de nos assurances sociales marquent le pas. Parallèlement, les besoins en matière de prévoyance vieillesse et de prestations complémentaires augmentent sous l'effet du vieillissement, ce qui va contraindre ces assurances à fournir plus de prestations avec moins de fonds. Autrement dit, notre politique sociale est à l'aube d'une ère nouvelle, qui l'oblige à se concentrer plus que jamais sur l'essentiel. Elle doit être repensée et réaménagée de telle manière que son financement reste supportable pour les personnes actives – de moins en moins nombreuses – et leurs employeurs.

Le financement durable, qui est au cœur des exigences des employeurs dans le cadre de la réforme de la prévoyance vieillesse, sous-tend aussi nos réflexions sur les révisions indispensables des prestations complémentaires et de l'assurance-invalidité. Une assurance-invalidité dont le financement futur dépend de la volonté de toutes les parties prenantes de renforcer l'employabilité des personnes atteintes dans leur santé et d'encourager leur retour sur le marché du travail. Ne doivent toucher une rente que les personnes qui n'ont aucune chance sur le marché du travail primaire. Non seulement nous soulagerons ainsi les finances de l'AI, mais nous contribuons aussi à l'intégration d'une main-d'œuvre qui fait cruellement défaut à notre économie. Du côté des prestations complémentaires, enfin, il importe de concentrer les ressources disponibles qui s'amenuisent sur les personnes qui en ont un réel besoin.

Communiqué de presse

Zurich, le 16 mars 2016

Pas de rentes AI pour les moins de 30 ans!

Au chapitre de la réforme de l'assurance-invalidité, le Conseil fédéral avance trop timidement. Bien que l'AI continue d'afficher un déficit annuel de 600 millions de francs et que sa dette auprès de l'AVS s'élève à 13 milliards de francs, il semble craindre d'engager des mesures de réforme structurelle. Compte tenu du nombre élevé de nouveaux rentiers, chez les jeunes en particulier, les employeurs réclament, au contraire, un changement radical: faire désormais de l'octroi de rentes aux jeunes de moins de 30 ans l'exception. Autre demande pressante: le Parlement doit voter sans délai des économies supplémentaires aux titres des rentes pour enfants et des frais de déplacement.

Il est tout à fait judicieux, et très important, que le Conseil fédéral s'attelle à une nouvelle révision de l'AI. Après l'échec de la révision 6b de l'AI, une reprise des travaux de révision est en effet indispensable. La réforme que présente le Conseil fédéral comporte des mesures qualitatives appréciables - notamment le fait de mettre davantage l'accent sur les enfants et les jeunes victimes de troubles psychiques. Pour le reste, hélas, le Gouvernement n'envisage pas de mesures d'économies supplémentaires, alors qu'elles sont urgentes. L'AI, ne l'oublions pas, n'est pas assainie. Déduction faite du relèvement temporaire de la TVA et de la prise en charge du service de la dette par la Confédération, le déficit structurel de cette assurance a de nouveau dépassé le demi-milliard de francs en 2014. De plus, l'AI a toujours une dette de plus de 13 milliards auprès de l'AVS. Même dans des conditions favorables, cette dette ne sera pas amortie avant 2030. Soit cinq ans plus tard que ce qui avait été promis à l'origine.

C'est surtout au chapitre des mesures intéressant les enfants et les jeunes que le projet du Conseil manque de hardiesse. Compte tenu du nombre élevé de nouveaux rentiers chez les jeunes adultes - près de 2000 chaque année dans la seule tranche des 18 à 24 ans - il faut résolument s'opposer, dorénavant, à l'octroi prématuré de rentes. L'Union patronale suisse postule ici un changement de principe: accorder des rentes AI aux moins de 30 ans doit devenir l'exception. Ces rentes doivent être réservées aux enfants et aux jeunes souffrant de graves infirmités congénitales et qui n'ont aucune chance de trouver un emploi sur le marché du travail primaire. Les autres jeunes doivent être encouragés à prendre ou reprendre pied dans le monde du travail grâce à des incitations positives et des mesures de soutien ciblées. C'est ainsi qu'en lieu et place d'une rente, il convient de verser une indemnité journalière pour une période limitée à même de créer l'incitation nécessaire, en association avec des mesures d'intégration spécifiques. «Nous éviterons ainsi aux jeunes adultes de dépendre de rentes AI et de prestations complémentaires pendant 45 ans et de rester pendant tout ce temps à l'écart de la société», martèle Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse.

Les employeurs attendent également du Parlement qu'il adopte sans tarder de nouvelles mesures d'économies aux chapitres des rentes d'enfants (pour les bénéficiaires de l'AI avec enfants) et des frais de déplacement. La commission sociale du Conseil national avait décidé en 2014 de les relancer dans le cadre des mesures d'économies différées du paquet 6b. Les comptes de l'AI s'en trouveraient allégés de 100 millions de francs par année. Les employeurs demandent aussi que dans le cadre du nouveau système de rentes linéaire, la rente entière ne soit accordée qu'à partir d'un degré d'invalidité

de 80 pour-cent. C'est le seul moyen pour le système de déployer l'effet incitatif souhaité. Mais sur ce point, la ligne du Conseil fédéral trace un incroyable zigzag: lors de la révision 6b, il se prononçait encore clairement pour un seuil de 80 pour cent, allant même jusqu'à confirmer sur la base d'une étude l'effet incitatif associé à cette mesure; or, dans son dernier projet de réforme, il propose le droit à la rente entière à partir de 70 pour cent d'invalidité.

Pas de contraintes légales

Enfin et surtout, l'Union patronale suisse est fermement opposée au souhait du Conseil fédéral de voir les accords de coopération avec les associations faïtières du monde du travail gravés dans la législation. De telles contraintes ne sont ni nécessaires ni applicables. L'engagement - sur une base volontaire - qui a été jusqu'ici celui des employeurs en faveur de l'insertion professionnelle est un succès. C'est ce que confirment notamment les derniers chiffres sur la réinsertion fournis par la Conférence des Offices AI: plus de 20'000 personnes atteintes dans leur santé ont pu conserver ou trouver un emploi en 2015, soit plus que jamais auparavant! Depuis 2012, au total quelque 75'000 personnes ayant des problèmes de santé ont pu se maintenir dans le marché du travail ou y retourner.

Dans le domaine de l'insertion professionnelle, les contraintes légales ne sont pas seulement superflues, elles peuvent aussi être contre-performantes. Pour obtenir de bons résultats, il faut des structures souples et adaptées aux besoins. Des initiatives comme l'association Compasso, laquelle, sous le patronage de l'Union patronale suisse, met en réseau les principaux acteurs de l'intégration professionnelle, vont dans le sens du progrès. Des prescriptions rigides dictées par la loi, au contraire, le freinent ou le bloquent.

UNION PATRONALE SUISSE

Renseignements complémentaires

- Roland A. Müller, directeur, tél. 079 220 52 29, mueller@arbeitgeber.ch
- Martin Kaiser, responsable Politique sociale, tél. 079 517 68 26, kaiser@arbeitgeber.ch

L'Union patronale suisse est depuis 1908 la voix des employeurs suisses dans le monde économique et politique, comme auprès du public. Cette association faïtière de l'économie suisse fédère quelque 80 associations patronales régionales et sectorielles, de même qu'un certain nombre d'entreprises individuelles. Au total, elle offre ainsi ses services à plus de 100'000 petites, moyennes et grandes entreprises occupant près de 2 millions de travailleurs issus de tous les secteurs économiques. L'UPS milite pour une économie forte et pour la prospérité de la Suisse. Elle mobilise à cette fin son expertise reconnue, notamment aux chapitres du marché du travail, de la formation et de la politique sociale. L'association est dirigée par Roland A. Müller et présidée par Valentin Vogt.

Conférence de presse du 16 mars 2016

Seul l'exposé prononcé fait foi

«A l'avenir, les rentes versées aux moins de 30 ans doivent demeurer l'exception»

Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse

L'assurance invalidité est toujours plongée dans les chiffres rouges. Après déduction du supplément de TVA limité dans le temps et suite à la reprise par la Confédération de l'intérêt de sa dette, l'assurance s'est retrouvée en 2014 avec un déficit structurel de plus d'un demi-milliard de francs. En outre, elle est toujours endettée à hauteur de plus de 13 milliards de francs auprès de l'AVS. Même si les conditions sont favorables, ces dettes ne seront pas amorties avant 2030, soit cinq ans plus tard que la date initialement annoncée. La situation financière difficile dans laquelle se débat toujours l'AI exige encore d'autres travaux de réforme. Ce d'autant plus que la révision 6b a lamentablement échoué et que les milieux politiques sont toujours redevables aux citoyens du projet d'économies promis dans le cadre du plan de financement additionnel.

Il est donc juste et important que le Conseil fédéral présente une nouvelle réforme de l'AI. Les mesures qualitatives qu'il a proposées sont pertinentes. Il est judicieux que l'on se concentre davantage à l'avenir sur les enfants et les adolescents, sur les jeunes adultes atteints de troubles psychiques et sur les atteintes psychiques elles-mêmes. En particulier, le nombre toujours aussi élevé de nouveaux jeunes rentiers qui perçoivent une rente en raison de problèmes psychiques est source de préoccupation. Ces dernières années, environ 2000 personnes de moins de 24 ans ou 3000 de moins de 30 ans ont été mises au bénéfice d'une rente, dont les deux tiers pour des raisons psychiques.

En lien étroit avec l'amélioration de l'intégration des jeunes et des personnes atteintes de problèmes psychiques sur le marché du travail, les employeurs devraient eux aussi être mieux soutenus dans leur tâche d'intégration professionnelle. Cette demande correspond à un ancien postulat des employeurs. Il va dans le sens de leur grand engagement dans le domaine de l'insertion professionnelle. Selon la Conférence des offices AI, les employeurs sont parvenus au cours des quatre dernières années seulement, en collaboration avec l'AI, à maintenir à leur poste 75 000 personnes atteintes dans leur santé ou à leur trouver un nouvel emploi. Cette réussite doit pouvoir se renouveler. Surtout si les instruments nécessaires à cet exercice sont encore mieux adaptés aux besoins des employeurs. Nous percevons aussi un grand potentiel dans un regroupement des compétences disponibles dans les bureaux de l'assurance-chômage, de l'aide sociale et de l'AI qui pourraient à l'avenir prendre la forme d'un «guichet unique». Nous souhaitons ainsi promouvoir une collaboration triangulaire entre les travailleurs, les employeurs et le système social.

Tout va-t-il donc ainsi pour le mieux ? Tant s'en faut. La réforme du Conseil fédéral ignore que la santé de l'AI passe non seulement par des mesures quantitatives, mais aussi par des corrections d'ordre structurel. C'est pourquoi nous demandons au Parlement qu'il prenne enfin des décisions d'économies au chapitre des rentes pour enfants (rentes pour les enfants d'assurés qui perçoivent une rente AI) et des frais de déplacement. La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national avait décidé en 2014 de relancer les mesures d'économies interrompues dans le cadre de la révision 6b. Cette mesure permettrait de soulager au moins l'AI de 100 millions de francs par année. Nous exigeons aussi que dans un système de rentes linéaire sans échelons, le droit à une rente entière ne soit accordé qu'à partir d'un degré d'invalidité de 80 pour cent. Ainsi seulement, le système pourra déployer les effets incitatifs souhaités. Sur ce point, le Conseil fédéral a opéré un

revirement invraisemblable : lors de la révision 6b, il se prononçait encore clairement en faveur d'un taux d'invalidité de 80 pour cent et démontrait même dans une étude les incitations attendues d'une telle mesure. Dans son projet de réforme, il propose maintenant d'ouvrir le droit à une rente entière dès qu'un degré d'invalidité de 70 pour cent est atteint.

Mais les mesures en faveur des enfants et des jeunes précisément montrent que le modèle du Conseil fédéral ne va pas assez loin. Les nouvelles rentes versées à des jeunes adultes étant en constante augmentation, il faut absolument à l'avenir endiguer ces mises à la retraite précoces. C'est pourquoi nous réclamons une inversion de tendance : la retraite à moins de 30 ans doit devenir l'exception. Il faut réserver les rentes pour les enfants et les jeunes qui sont atteints de maladies congénitales. Ce sont ceux qui n'ont manifestement aucune chance de trouver un emploi sur le marché du travail primaire. Les autres jeunes adultes doivent pouvoir prendre pied professionnellement par des incitations positives au travail et des mesures de soutien ciblées. C'est ainsi qu'en lieu et place d'une rente, il convient de verser une indemnité journalière pour une période limitée à même de créer l'incitation nécessaire, en association avec des mesures d'intégration spécifiques. Même avec une intégration professionnelle partielle, nous pouvons éviter que des personnes jeunes perçoivent l'AI et des prestations complémentaires pendant 45 ans et vivent en marge de la société.

Il y a encore un autre point du projet du Conseil fédéral auquel nous ne pouvons souscrire : c'est l'idée d'ancrer dans la loi des accords de coopération avec les associations faïtières du monde du travail. Des mesures contraignantes de ce genre ne sont ni nécessaires, ni applicables. L'engagement pris jusqu'ici par les employeurs, à titre volontaire, est un succès. Souvenons-nous : selon la Conférence des offices AI, plus de 20 000 personnes ayant des problèmes de santé ont pu l'année dernière maintenir leur emploi ou en trouver un nouveau. C'est un record inégalé à ce jour. Depuis 2012, près de 75 000 personnes atteintes dans leur santé ont pu rester sur le marché du travail ou y revenir. L'évidence s'impose : nous n'avons pas besoin pour cela de prescriptions légales. Ce qu'il faut, c'est bien plutôt un dialogue entre tous les milieux intéressés : employeurs, offices AI, Suva, assureurs privés, organisations de réadaptation, associations de personnes handicapées et médecins. Ainsi seulement pourront se développer des offres concrètes de soutien et des processus axés sur des solutions.

Mais les engagements légaux ne sont pas seulement superflus ; au pire, ils vont à fins contraires. Pour que l'intégration professionnelle soit un succès, il faut des structures souples, adaptées aux besoins. C'est dans ce domaine que l'association Compasso dont nous assurons le patronage s'efforce de montrer la voie. Compasso s'est constituée en réseau de tous les acteurs centraux de l'intégration professionnelle. Elle permet un échange axé sur la pratique et met à la disposition des PME des instruments qui leur sont utiles. Elle donne ainsi des impulsions : d'innombrables engagements régionaux sont nés de ses idées, déclenchant leur propagation par un effet boule de neige. Des prescriptions légales rigoureuses sont de nature à entraver des initiatives lancées selon une approche ascendante à partir de la base.

Jürg Brechbühl
Direktor
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Per E-Mail: sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Zürich, 16. März 2016 MK/sm

Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV) Stellungnahme zur Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Direktor Brechbühl
sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV) ist seit 1908 die Stimme der Arbeitgeber in Wirtschaft, Politik und Öffentlichkeit. Er vereint als Spitzenverband der Schweizer Wirtschaft rund 80 regionale und branchenspezifische Arbeitgeberorganisationen sowie Einzelunternehmen. Insgesamt vertritt er über 100'000 Klein-, Mittel- und Grossunternehmen mit knapp 2 Mio. Arbeitnehmenden aus allen Wirtschaftssektoren. Der SAV setzt sich für eine starke Wirtschaft und den Wohlstand der Schweiz ein. Zur Zukunftssicherung verfügt der Verband über anerkanntes Expertenwissen insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Bildung und Sozialpolitik.

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Zusammenfassung der Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV):

- ***Der SAV ist mit der Ausrichtung der Vorlage insgesamt nicht einverstanden. Diverse qualitative Massnahmen finden zwar unsere Unterstützung, sie reichen jedoch nicht aus. Die Vorlage ist angesichts der nach wie vor nicht absehbaren finanziellen Gesundung der IV zwingend um Korrekturen im Leistungsbereich zu ergänzen.***
- ***Wir erwarten aber nicht nur vom Bundesrat weiter gehende Vorschläge zur rascheren nachhaltigen Sanierung der IV. Auch das Parlament hat es in der Hand, nun umgehend einen nächsten Schritt zu tun. Denn der IV droht aufgrund des Stabilisierungsprogramms 2017 bis 2019 weiteres Ungemach. Das Ziel des Schuldenabbaus verschiebt sich – selbst bei optimalen Voraussetzungen – mindestens bis ins Jahr 2030. Die nationalrätliche Sozialkommission muss deshalb – wie im Grundsatz bereits beschlossen – die Beratung der sistierten Massnahmen aus der Revision 6b (Zusatzrenten für Rentner mit Kindern und Reisekosten) dringend an die Hand nehmen.***
- ***Soweit es um die beantragten qualitativen Massnahmen geht, sind wir mit der Fokussierung auf die Zielgruppen Kinder, Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte***

sowie generell psychisch erkrankte Versicherte einverstanden. So unterstützt der SAV insbesondere auch die Ausweitung der Früherfassung auf Jugendliche und die Ausweitung der Integrationsmassnahmen auch auf Jugendliche. Dasselbe gilt auch für den Ausbau der Beratung und Begleitung, die generelle Ausweitung der Früherfassung sowie die Flexibilisierung der Integrationsmassnahmen.

- *Die Vorschläge betreffend Jugendliche und junge Erwachsene gehen aber zu wenig weit. Der SAV fordert deshalb: Künftig sollen Menschen unter 30 Jahren nur noch in Ausnahmefällen eine IV-Rente zugesprochen erhalten. Stattdessen sollen sie durch geeignete interdisziplinäre Teams von der IV eng betreut werden mit der Zielsetzung, eine gesundheitliche Stabilisierung zu erreichen und arbeitsmarktfähig zu werden. Anstelle der Rente soll ein Taggeld treten, das aufgrund seiner Bemessung die richtigen Anreize setzt, um möglichst rasch eine Entwicklung zu durchlaufen, die eine berufliche Eingliederung teilweise oder ganz ermöglicht.*
- *Die Einführung eines neuen stufenlosen Rentensystems erachtet der SAV grundsätzlich als sinnvoll. Allerdings nur in der Ausgestaltung mit einer vollen Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80 Prozent. Ansonsten lässt sich das Potenzial des Systems nicht abholen und der Systemwechsel würde keinen Sinn machen. Zudem sollen auch bisherige Renten ins neue System überführt werden innerhalb einer Übergangsfrist von drei Jahren. Von der Überführung ausgenommen werden sollen einzig Rentnerinnen und Rentner, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens älter als fünfundfünfzig Jahre sind.*
- *Die Verankerung der Möglichkeit des Abschlusses von Zusammenarbeitsvereinbarungen mit Dachverbänden der Arbeitswelt im Gesetz lehnt der SAV dezidiert ab. Die gesetzliche Grundlage ist weder erforderlich noch im Sinne der Erläuterungen praktikabel.*
- *Demgegenüber wird die Schaffung einer Rechtsgrundlage für die Bildung regionaler Kompetenzstellen für Arbeitsvermittlung explizit unterstützt. Projekte wie die «Pforte» im Kanton Aargau erleichtern aus Sicht der Arbeitgeber die berufliche Eingliederung wesentlich, und dies unabhängig davon, ob jemand aus der IV, der Arbeitslosigkeit oder der Sozialhilfe wieder einzugliedern ist. Ein entsprechendes Konzept ist deshalb – wie im erläuternden Bericht angekündigt – unbedingt weiter zu entwickeln.*

1. Vorbemerkungen

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme sowie für die Strukturierung der Fragen zum Vernehmlassungsbericht. Sie erleichtert es, den Überblick zu behalten und fokussiert vorzugehen. Gerne folgen wir deshalb der vorgeschlagenen Struktur. **Die Bemerkungen unter dieser Ziffer sind dementsprechend als Antwort auf die Frage 1) zu verstehen.**

Mit der Vorlage zur Weiterentwicklung der IV lanciert der Bundesrat eine weitere IV-Reform: Nach dem unruhmlichen Scheitern der Revision 6b, ein notwendiger und längst fälliger Schritt. Der Vernehmlassungsentwurf sieht allerdings lediglich qualitative Massnahmen vor. Für die nachhaltige Sanierung der IV, die nach wie vor ein strukturelles Defizit von rund CHF 600 Mio. pro Jahr schreibt und Schulden von immer noch gegen CHF 13 Milliarden bei der AHV abzutragen hat, reicht dies aber nicht. **Es braucht daneben weitere Massnahmen mit einem namhaften Sparpotenzial.** Und dies trotz dem grossen Engagement insbesondere auch der Arbeitgeber im Kontext der beruflichen Eingliederung, das in Zusammenarbeit mit der IV und weiteren Akteuren Jahr für Jahr immer bessere Resultate zeigt und den Wandel der IV von der Renten- zur Eingliederungsversicherung stark unterstützt.

Denn der IV droht auf der finanziellen Seite weiteres Ungemach. Im Rahmen der mit gleicher Frist ablaufenden Vernehmlassung des Bundesrats zum Stabilisierungsprogramm 2017 bis 2019 will der Bun-

desrat eine Korrektur des Bundesbeitrags zulasten der IV vornehmen. Die Begründung dafür ist nachvollziehbar, nicht einverstanden ist der SAV jedoch mit der dortigen Schlussfolgerung des Bundesrats. Sollte es nach ihm gehen, würde die IV mit den aus der Massnahme resultierenden Zusatzkosten von rund CHF 750 Mio. noch länger brauchen mit der Schuldenrückzahlung an die AHV, als heute bereits geplant. Damit dürfte es selbst unter im Übrigen optimalsten Bedingungen nicht einmal mehr bis 2030 reichen. Viel länger, als auch dem Volk versprochen wurde im Rahmen der damaligen Vorlage zur Zusatzfinanzierung. Darüber hinaus ist es aber nicht nur aus rein wirtschaftlichen Gründen ungesund, wenn die IV nicht innert nützlicher Frist echt saniert wird. Denn eine Sozialversicherung braucht auf Dauer zur Stärkung ihrer Innovationsfähigkeit eine gesunde finanzielle Basis. Auch unter dieser Optik bleibt festzustellen: **Eine nächste IV-Revision nur mit qualitativen Massnahmen ohne jegliches finanzielles Optimierungspotenzial ist völlig ungenügend.**

Wir erwarten aber nicht nur vom Bundesrat weiter gehende Vorschläge zur rascheren nachhaltigen Sanierung der IV. Auch das Parlament hat es in der Hand, nun rasch einen nächsten wichtigen Schritt zu tun. Vor gut einem Jahr entschied die nationalrätliche Sozialkommission, die im Rahmen der Vorlage 6b sistierten Massnahmen (Zusatzrenten für Rentner mit Kindern und Reisekosten) wieder aufnehmen zu wollen. Nun ist es an der Zeit – auch angesichts des drohenden weiteren finanziellen Ungemachs aus dem Stabilisierungsprogramm, das auf die IV zukommt – diese Beratungen wieder aufzunehmen und die beiden Massnahmen mit einem Sparpotenzial von immerhin CHF 100 Mio. pro Jahr rasch umzusetzen.

Mit der Fokussierung der Vorschläge auf die Zielgruppen Kinder, Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte sowie psychisch erkrankte Versicherte sind wir grundsätzlich einverstanden. Allerdings liessen sich auch in diesen Zielgruppen nach unserer Auffassung weitergehende und gleichzeitig sinnvolle Massnahmen finden. Wir erlauben uns einen entsprechenden Antrag am Schluss der Stellungnahme zu Frage 23) des Fragebogens. Im erläuternden Bericht fehlen uns zudem präzisere Ausführungen zum Ressourcenbedarf. Verschiedene Massnahmen zielen auf eine bessere Unterstützung der Arbeitgeber, an die aber auch Erwartungen für eine noch stärkere berufliche Integration von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen geknüpft sind. Diese Erwartungen sind jedoch nur realistisch, wenn die IV-Durchführungsstellen auch ressourcen- und knowhow-mässig in der Lage sein werden, die neuen Aufträge auch hinreichend erfüllen zu können.

Insgesamt sind wir mit der Ausrichtung der Vorlage nicht einverstanden. Nebst qualitativen Massnahmen, die wir zumindest teilweise unterstützen, ist die Vorlage zwingend um Korrekturen im Leistungsbereich zu ergänzen, damit die Sanierung der IV endlich wieder einen Schritt vorwärts kommt.

2. Bemerkungen zu den einzelnen vorgeschlagenen Neuregelungen

Die vorgeschlagenen Regelungen beurteilen wir wie folgt:

Ad Zielgruppe 1: Kinder

Ad Frage 2, Aktualisierung der Geburtsgebrechenliste

Die Massnahme wird begrüsst. Es ist seit längerem bekannt, dass die Liste bspw. auch nicht mehr dem heutigen medizinischen Kenntnisstand entspricht.

Ad Frage 3, Anpassung der IV-Leistungen bei Geburtsgebrechen an die Kriterien der Krankenversicherung

Die Massnahme wird eher begrüsst. Es macht Sinn, etwa die Kriterien der Wirksamkeit, Zweckmässigkeit und Wirtschaftlichkeit zu definieren. Gewisse Zweifel bestehen jedoch an der impliziten Aussage, wonach die stärkere Anlehnung an das KVG kostenneutral bleiben soll. Wir erwarten zumindest, dass diesem Aspekt grössere Beachtung geschenkt wird und auch geklärt wird, mit welchen Vorkehrungen tatsächlich eine weitere Kostenexplosion verhindert wird.

Ad Zielgruppe 2: Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte

Ad Frage 4, Ausweitung der Früherfassung auf Jugendliche

Ad Frage 5, Ausweitung der Integrationsmassnahmen auch auf Jugendliche

Beide Massnahmen werden begrüsst. Ganz generell zeigen die Analysen deutlich, dass die Zielsetzung der Integration von Jugendlichen und jungen psychisch erkrankten Versicherten sowohl für die IV, aber auch für die finanzielle Entwicklung der EL bedeutend ist. Darüber hinaus ist sie es aber zweifellos auch aus einer gesellschaftspolitischen Perspektive. Angesichts der nicht einfachen Herausforderung sind aber auch gezielte Instrumente erforderlich, wie sie nun geschaffen oder optimiert werden sollen. Ein integriertes Konzept für Jugendliche und junge Erwachsene ist dabei im Grundsatz sicher zielführend. Wichtig ist dabei die enge Zusammenarbeit und Abstimmung unter den beteiligten Akteuren und mit den vorhandenen Angeboten (wie bspw. Case Management Berufsbildung, Brückenangebote der Kantone etc.). Die Zielsetzung steht auch im Einklang mit den bildungspolitischen Zielsetzungen, wonach sich Bund, Kantone und die Organisationen der Arbeitswelt geeinigt haben, den Anteil der Absolventinnen und Absolventen mit einem Abschluss auf der Sekundarstufe II auf 95% zu erhöhen und damit das Potenzial aller jungen Menschen durch eine optimale Ausbildung bestmöglich auszuschöpfen.

Bei der Früherfassung gilt erfahrungsgemäss – gerade auch bei auftretenden psychischen Problemen – der Grundsatz: je früher desto besser. Heute sind Jugendliche, welche die Schule gerade abgeschlossen haben oder demnächst abschliessen werden und noch nicht in den Arbeitsmarkt integriert sind, von der Früherfassung ausgeschlossen. Das macht unter Würdigung der zitierten Faustregel keinen Sinn. Dasselbe gilt für die Möglichkeit des Einsatzes von Integrationsmassnahmen, weil diese heute nur gesprochen werden können, wenn eine versicherte Person seit mindestens sechs Monaten zu 50% arbeitsunfähig ist. Es ist deshalb richtig, den Anspruch auf Personen vor Vollendung des 25. Altersjahres zu erweitern, wenn sie aufgrund von gesundheitlichen Beeinträchtigungen von einer Invalidität bedroht sind. Beide Massnahmen erfüllen auch bereits seit langem geäusserte Forderungen des SAV.

Ad Frage 6, Mitfinanzierung kantonaler Brückenangebote zur Vorbereitung auf erstmalige berufliche Ausbildungen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Zur besseren Erreichung der Zielsetzung ist die Lückenschliessung in den Rechtsgrundlagen angebracht. Auch die Mitfinanzierung der IV von kantonalen Brückenangeboten kann in einer spezifischen Situation adäquat sein. Als «Königsweg» soll aber weiterhin der direkte Übertritt Schule-Berufsbildung gelten. Bei der Ausgestaltung wird vor allem darauf zu achten sein, dass die Massnahme jedoch nicht «künstlich» für den Aufbau neuer, nicht oder wenig zielorientierter Angebote missbraucht wird. Eine gute Koordination mit den kantonalen Berufsbildungsämtern wird wichtig sein, damit diese auf eine bedarfsgerechte und effiziente Ausgestaltung der Angebote achten können.

Ad Frage 7, Mitfinanzierung des Case Managements Berufsbildung auf Kantonsebene

Die Massnahme wird begrüsst. Das CM Berufsbildung ist zwar aufwändig, scheint sich aber im Grundsatz zu bewähren. Jugendliche, deren Eintritt in die Ausbildung oder in den Arbeitsmarkt aufgrund einer Mehrfachproblematik gefährdet ist, werden über angemessene, zielorientierte Massnahmen koordiniert begleitet. In der Tat hat die IV ein Interesse an einer raschen Erfassung gefährdeter Jugendlicher und damit an einer Zusammenarbeit mit dem CM Berufsbildung. So kann sie zum Gelingen der beruflichen Integration gezielt beitragen. Sinnvollerweise soll sich die IV jedoch finanziell wie vorgeschlagen nur beteiligen, wenn dies andere erforderliche Akteure auch tun.

Wir unterstützen explizit auch die – im Fragebogen nicht abgeholte – Massnahme gemäss Ziffer 1.2.2.4, Ausrichtung der erstmaligen beruflichen Ausbildung auf den ersten Arbeitsmarkt.

Gerne machen wir dabei aber auf einen weiteren zentralen Aspekt aufmerksam: Es bleibt zu prüfen, ob das bestehende Instrumentarium im Anschluss an einen Abschluss einer beruflichen Ausbildung (bspw. der Arbeitsversuch) konzeptionell wie auch in der Praxis ausreicht, um diesen Jugendlichen dann auch tatsächlich den Übergang in den ersten Arbeitsmarkt möglichst lückenlos, erfolgreich und nachhaltig zu ermöglichen.

Ad Frage 8, Anpassung der Höhe des Taggelds an gesunde Personen in Ausbildung

Die Massnahme wird begrüsst. Die bisherige Besserstellung von Personen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen in der EbA gegenüber Personen ohne entsprechende Beeinträchtigungen lässt sich nicht rechtfertigen.

Ad Frage 9, finanzielle Anreize für Arbeitgeber zur Schaffung von Ausbildungsplätzen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Wie im erläuternden Bericht zutreffend beschrieben wird, bedeutet die Betreuung von Personen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen während der Ausbildung einen erheblichen Mehraufwand. Auch Arbeitgeber mit einer hohen Ausbildungsbereitschaft können aus Kostengründen von der Ausbildung von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen im konkreten Fall deshalb abgehalten werden. Deshalb soll künftig die Entschädigung für Lernende, die Arbeitgeber gesunden Gleichaltrigen zahlen würden, von der IV übernommen werden. Dazu wird das Taggeld direkt an den Arbeitgeber ausgerichtet. Den Arbeitgebern sollen zusätzlich auch die Sozialversicherungsbeiträge für diese Lernenden vergütet werden.

Die Massnahme hat grundsätzlich ein gewisses Potenzial, zusätzliche Arbeitgeber für dementsprechende Ausbildungen gewinnen zu können. Gleichzeitig warnen wir aber vor zu hohen Erwartungen. Denn der Aufwand zur Betreuung entsprechender Lernender kann im Einzelfall äusserst hoch sein. Der Aussage im erläuternden Bericht, S. 38, wonach mit diesen Massnahmen die Arbeitgeber somit keinen finanziellen Aufwand hätten, solche Personen auszubilden, müssen wir deutlich widersprechen. Kosten-/Nutzen-Studien zur Berufsbildung zeigen auf, wonach der Lehrlingslohn selbst unter «normalen Umständen» lediglich etwa die Hälfte der Ausbildungskosten ausmacht (gerechnet für eine zweijährige EbA-Ausbildung gemäss Berufsbildungsgesetz). Rückmeldungen aus der Praxis zeigen immer wieder auf, dass der Betreuungsaufwand von Jugendlichen insbesondere mit psychischen Problemen in der Ausbildung äusserst beträchtlich sein kann, für einen erfolgreichen Abschluss der Ausbildung aber unabdingbar ist. Diesbezüglich zeigen schon jetzt viele Arbeitgeber häufig einen enorm hohen Einsatz, selbst wenn der konkrete Nutzen für sie selbst nicht sehr spürbar sein dürfte.

Umstritten in unserer Mitgliedschaft ist zudem die Entschädigungsbemessung an den Lernendenlöhnen. Bspw. Swissmem hält sie nicht geeignet und schlägt stattdessen eine Entschädigungsbemessung anhand der Subventionierungsgrundsätze für überbetriebliche Kurse vor.

Ad Frage 10, Erhöhung der Altersgrenze für medizinische Eingliederungsmassnahmen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Sowohl die vorgeschlagenen Erweiterungen der medizinischen Eingliederungsmassnahmen als auch die Erhöhung der Altersgrenze (bis zum vollendeten 25. Altersjahr) sind konsequent gemessen an der Zielsetzung. Allerdings scheint es uns notwendig zu sein, die vorgeschlagenen Regelungen im Lichte der Rolle der RAD resp. im Verhältnis zu diesen noch einmal zu überdenken.

Ad Zielgruppe 3: psychisch erkrankte Versicherte

Ad Frage 11, Ausbau der Beratung und Begleitung

Ad Frage 12, Ausweitung der Früherfassung

Ad Frage 13, Flexibilisierung der Integrationsmassnahmen

Wir begrüssen alle drei Massnahmen.

Der SAV forderte umgehend nach dem Scheitern der Revision 6b eine rasche Neuauflage der an sich unbestrittenen Massnahmen aus der Revision, welche eine bessere Integration von Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen erleichtern sollen. Dazu gehörte ein Teil der nun wieder lancierten Massnahmen, teilweise erfolgte noch eine sinnvolle Erweiterung.

Der Umgang mit psychischen Erkrankungen stellt das Umfeld betroffener Personen vor hohe Anforderungen. Gleichzeitig gilt gerade im Falle von psychischen Erkrankungen der Grundsatz, je früher eine Problematik angegangen werden kann, desto besser sind die Aussichten auf Erfolg, auch mit Blick auf die Erhaltung des Arbeitsplatzes resp. der Arbeitsmarktfähigkeit. Deshalb ist die Erweiterung der Beratungsmöglichkeiten durch die IV auch für die Arbeitgeber von Bedeutung. Es kann entscheidend sein, dass bspw. ein Arbeitgeber nicht nur sensibilisiert ist, sondern sich auch von Beginn weg die nötige professionelle Unterstützung holen kann. Besonders wichtig ist deshalb auch die vorgesehene Ausweitung der Früherfassung. Die Praxis hat gezeigt, dass die IV gerade bei Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen häufig schon zu spät unterstützen kann, wenn die Früherfassung erst nach den bis heute vorgesehen dreissig Tagen Arbeitsunfähigkeit erfolgen kann.

Das Instrument der Integrationsmassnahmen hat das Potenzial, die berufliche Reintegration künftig zu stärken. Dafür erforderlich sind jedoch zwingend die vorgeschlagenen Massnahmen. Die bisherigen Regelungen erwiesen sich vor allem in Fällen mit psychischen Beeinträchtigungen häufig als zu wenig flexibel, um tatsächlich zum Erfolg zu führen. Es ist auch sinnvoll, die Möglichkeit der Beitragsentrichtung an Arbeitgeber auf neue Arbeitgeber zu erweitern. Da eine betroffene Person häufig viel Zeit braucht, um sich wieder auf ein akzeptables Leistungsniveau zu entwickeln, kann eine finanzielle Unterstützung des neuen Arbeitgebers für seine Aufwendungen rund um die schrittweise Wiedereingliederung entscheidend sein, ihn angemessen entschädigen zu können.

Mit der Verankerung des **Personalverleihs** wiederum soll ebenfalls ein Instrument geschaffen werden, welches die Chancen auf erfolgreiche Wiedereingliederungen erhöhen können. Die Erfahrungen aus den Pilotversuchen fliessen ein, was gegenüber der Version in der Vorlage 6b noch zu Verfeinerungen in der Ausgestaltung führen, die wir unterstützen.

Ad Verbesserung der Koordination der beteiligten Akteure

Ad Frage 14, Verankerung der Möglichkeit des Abschlusses von Zusammenarbeitsvereinbarungen mit Dachverbänden der Arbeitswelt im Gesetz.

Wir lehnen die Massnahme entschieden ab.

Der Schweizerische Arbeitgeberverband engagiert sich als Dachverband der Arbeitgeber seit nunmehr acht Jahren gezielt und mit grossem Engagement gemeinsam mit der IV-Stellenkonferenz, der SUVA, den Privatversicherern, Behindertendachorganisationen und einer stetig wachsenden Zahl von kleineren und grösseren Arbeitgebern für die berufliche Eingliederung und damit für den Wandel der IV von der Rentenversicherung zur Eingliederungsversicherung. Und dies mit beachtlichem Erfolg. Gemäss IVSK konnten 2014 knapp 20'000 bei der IV registrierten Menschen entweder der Arbeitsplatz erhalten oder ein neuer Arbeitsplatz vermittelt werden. Das sind 10% mehr als im Vorjahr und 20% mehr als zwei Jahre zuvor. In derselben Phase war der SAV treibende Kraft bei der Fusion von FER, Concerto und Compasso. Per 2015 startete der gestärkte Verein Compasso in eine neue Ära. Das Arbeitgeberportal (www.compasso.ch) nimmt denn auch immer mehr eine Schlüsselrolle im Prozess der beruflichen Eingliederung ein, was der Bundesrat im erläuternden Bericht nun auch erstmals anerkennt. Dieser Funke ist längst auch auf Branchen- und Regionalverbände der Arbeitgeber übersprungen. Nicht nur verdoppelte Compasso 2015 beinahe seine Mitgliederzahl, auch eher lokal tätige Vereine wie bspw. worktrain der Arbeitgeberschaft Basel entwickelten sich weiter. Unzählige Veranstaltungen gemeinsam mit der IV sorgen in allen Landesteilen für eine wesentliche Diffundierung des nötigen know-hows und der Sensibilisierung und ermöglichen diesen Erfolg.

Für den SAV ist diese Entwicklung nicht nur für die Gesundheit der IV zwingend, sondern auch mit Blick auf den wachsenden Fachkräftemangel von Bedeutung, wie der erläuternde Bericht zutreffend feststellt. Wir werden deshalb den erfolgreichen Kurs der beruflichen Eingliederung zusammen mit den Partnern über Compasso entschieden weiterführen. So soll bspw. 2016 die Zusammenarbeit mit den Ärzten auf weitere Optimierungspotenziale hin untersucht werden und die Instrumente für die Eingliederung aus Rente sollen weiterentwickelt werden. Denn der Weg der Freiwilligkeit mit gezielten, konkreten Massnahmen bewährt sich.

Der Vorschlag des Bundesrats zur Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für Vereinbarungen mit Dachverbänden zielt nun aber völlig an der geschilderten Realität vorbei. Der SAV unterstützt die Durchführung einer nationalen Konferenz, um weitere Optimierungspotenziale zu benennen und die Zusammenarbeit weiter zu entwickeln. Nachdem sich bis heute ausschliesslich die Arbeitgeberseite für die berufliche Eingliederung einsetzt, das Thema demgegenüber aber bei den Dachverbänden der Arbeitnehmer bis heute nicht wirklich angekommen ist, haben wir ein gewisses Verständnis für das Drängen des Bundesrats. Wir sind denn auch überzeugt, dass es an der Zeit ist, nun auch das commitment der Dachorganisationen der Arbeitnehmerverbände einzuholen. Weder sie noch wir sind aber so organisiert, dass entsprechende quantitative oder qualitative Ziele einfach vorgegeben und verpflichtend an die Mitglieder weitergegeben werden könnten. Der Vorschlag des Bundesrats ist schlicht nicht durchführbar. Bei entsprechender Sensibilisierung und dem Einsatz sinnvoller Instrumente können demgegenüber Branchen- und Regionalverbände der Arbeitgeber zusammen mit ihren Partnerorganisationen der Arbeitnehmer gezielt gemeinsam weitere Erfolge ermöglichen. Bspw. könnten auf diesem Weg auch entsprechende Versuchsklauseln in GAVs aufgenommen und operationalisiert werden.

Für die Durchführung einer nationalen Konferenz ist im Übrigen keine zusätzliche gesetzliche Grundlage erforderlich. Die Frage der beruflichen Eingliederung gehört sowohl auf staatlicher als auch arbeitsmarktlcher Ebene eindeutig auf die Stufe der praktischen Durchführung.

Der vorgeschlagene Art. 68^{sexies} ist deshalb zu streichen. Von Bedeutung ist einzig der letzte Satz von Absatz 2: «Die IV kann sich an der Durchführung der Massnahmen finanziell beteiligen.» In der Tat schliesst dieser Satz eine zwischenzeitlich erkannte Gesetzeslücke. Art. 68^{quater} IVG ermöglicht die Durchführung von Pilotversuchen auf dem Feld der beruflichen Eingliederung. Gestützt darauf ist bspw. auch Compasso entstanden. Nach Abschluss der Pilotphase fehlte der IV dann allerdings die gesetzliche Grundlage, um die Weiterführung im ordentlichen Betrieb zu unterstützen. Dies hätte ohne das intensive Engagement des SAV beinahe zur Einstellung aller erfolgreichen Projekte geführt. Eine gesetzliche Grundlage für diesen Fall ist deshalb zu begrüßen. So könnte bspw. künftig der Betrieb einer fachkompetenten Anlaufstelle mittels Leistungsauftrag durch die IV mitunterstützt werden. Ohne eine entsprechende gesetzliche Grundlage dürfte es bspw. schwierig werden, im Rahmen der nationalen Konferenz erkannte Weiterentwicklungsmöglichkeiten konkret umzusetzen. Der privat finanzierte Verein Compasso mit einem Budget von weniger als CHF 400'000 und sehr viel Engagement in Milizarbeit weist den Weg, wie mit relativ bescheidenen Mitteln die berufliche Eingliederung vorangetrieben werden kann. Auf der Basis einer entsprechenden gesetzlichen Grundlage könnte die IV deshalb mit wenig Mitteln gezielt weitere Anreize setzen und konkrete Projekte unterstützen.

Antrag: Artikel 68^{sexies} muss deshalb lauten: Die IV kann sich finanziell an der Durchführung von Massnahmen zur Förderung der Eingliederung oder Wiedereingliederung von Menschen mit einer Behinderung beteiligen.

Ad Frage 15, Regelung des Unfallschutzes während Eingliederungsmassnahmen

Die Massnahme wird begrüsst. Es braucht eine entsprechende Regelung. Allerdings erachten wir die vorgeschlagenen Modelle aus Arbeitgebersicht als zu kompliziert. Wir regen an, eine analoge Lösung zu erarbeiten, wie sie in der Arbeitslosenversicherung für den UVG-Versicherungsschutz bereits existiert.

Ad Frage 16, Stärkung der Zusammenarbeit mit den Ärztinnen und Ärzten

Die Massnahme wird eher begrüsst. Erfahrungsgemäss spielen die Ärzte in der Thematik der Erhaltung der Arbeitsmarktfähigkeit und der beruflichen Wiedereingliederung eine zentrale Rolle. Praxisbeispiele zeigen aber immer wieder auch die Hindernisse für eine bessere Zusammenarbeit. Dies gilt jedoch nicht nur für die Beziehung zwischen IV und behandelnden Ärzten, sondern davon betroffen sind auch die Arbeitgeber. Das vorhandene und bezeichnete Optimierungspotenzial ist deshalb umzusetzen. Sowohl die Erleichterung der Datenbekanntgabe als auch die Förderungen der ärztlichen Ausbildung in Versicherungsmedizin sind aus unserer Sicht geeignete Massnahmen.

Wir sind als Dachverband der Arbeitgeber auch an den Ausführungen zur «Fit note» interessiert und signalisieren das Interesse an einem Einbezug in allfällige Arbeiten zur Frage der ressourcenorientierten Arbeitszeugnisse. Gerne weisen wir auch darauf hin, dass sich der Verein Compasso – er steht unter dem Patronat des SAV – 2016 ebenfalls der Frage der Zusammenarbeit mit den Ärzten annimmt. Bevor das BSV in diesem Bereich ggf. weitere Aktivitäten aufnimmt, wäre ein Austausch dazu mit Compasso angezeigt.

Ad Frage 17, Verlängerung des Schutzes der Versicherten im Fall von Arbeitslosigkeit nach Rentenrevision

Die Massnahme wird eher begrüsst. Sie ist geeignet, Personen, deren Rente infolge einer Rentenrevision herabgesetzt oder aufgehoben wird, die berufliche Wiedereingliederung zu erleichtern. Dies insbesondere aufgrund der Tatsache, dass dadurch künftig doppelt so lange arbeitsmarktliche Massnahmen durchgeführt werden können. Es ist hinlänglich bekannt, dass gerade die Reintegration aus der Rente zwar gelingen kann, allerdings in der Regel sehr viel Zeit in Anspruch nimmt. Ob es angesichts des gemäss Bericht kleinen finanziellen Volumens allerdings nötig ist, dass die IV die Kosten

übernimmt resp. dass dafür ein kompliziertes Abrechnungsverfahren zwischen Arbeitslosenversicherung und IV vorgesehen wird, fragen wir uns. Diese Frage müsste noch einmal geprüft werden.

Ad Fragen 18 - 21, Einführung des stufenlosen Rentensystems

Die Massnahme «Einführung eines stufenlosen Rentensystems» wird eher begrüsst. Dies allerdings ausschliesslich in der Variante: ganze Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80% (d.h. nein als Antwort auf Frage 19, ja als Antwort auf Frage 20). Nicht einverstanden (Antwort auf Frage 21: nein) sind wir mit der Anwendung des neuen Rentensystems nur auf Neurenten. Das neue System soll auch auf bestehende Renten anwendbar sein. Ausgenommen werden könnten Rentnerinnen und Rentner, welche im Zeitpunkt des Inkrafttretens älter als 55 Jahre sind. Für die notwendige Revision der bestehenden Renten soll eine Übergangsfrist von drei Jahren vorgesehen werden.

In der Botschaft zur Revision 6b kam der Bundesrat zum Schluss, dass die Einführung des stufenlosen Rentensystems insbesondere dann Sinn macht, wenn eine volle Rente ab einem prozentualen Invaliditätsgrad von 80% ausgerichtet wird. Denn eine Studie im Auftrag des BSV – Gysin/Bier, Modellierung des verfügbaren Einkommens von IV-Rentnerinnen und -Rentnern: finanzielle Erwerbsanreize im Vergleich zweier Rentensysteme – kam zum eindeutigen Schluss, dass das neue stufenlose Rentensystem zu einer **erheblichen Verbesserung der Erwerbsanreize** führe. Einzig bei Invaliditätsgraden über 80% dürfte die Auswertung der Resterwerbsfähigkeit mit Blick auf den ausgeglichenen Arbeitsmarkt schwierig sein. Seither haben sich verschiedene Rahmenbedingungen im Sinne der Anreizsetzung weiter verbessert oder werden demnächst noch verbessert. Namentlich unternahm die Wirtschaft unter Führung des Schweizerischen Arbeitgeberverbands in Zusammenarbeit mit der IV, der SUVA, den Privatversicherern und den Behindertenorganisationen massive zusätzliche Anstrengungen, um gerade auch das Potenzial von Teilberenteten besser nützen zu können. So bietet nun der im erläuternden Bericht zitierte Verein Compasso unter dem Patronat des Schweizerischen Arbeitgeberverbands seit Neustem stark erweiterte Instrumente zur Unterstützung der Arbeitgeber mit besonderem Fokus auf KMU. Zwischenzeitlich wurden auch auf Verordnungsebene weitere gezielte Optimierungen zur Stärkung der Eingliederung vorgenommen (bspw. zur Optimierung des Arbeitsversuchs). Einen wesentlichen Schritt wird diesbezüglich auch die geplante ELG-Teilrevision bringen, indem das hypothetische Einkommen bei einem Erwerbsverzicht künftig voll angerechnet werden soll. Damit wird ein weiterer wesentlicher Fehlanreiz beseitigt.

Mit Blick auf den ausgeglichenen Arbeitsmarkt gilt es festzustellen, dass auch aus dieser Optik die Anreize ausreichend hoch angesetzt werden müssen. Denn auch bezüglich der Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderungen nimmt die Schweiz bereits eine Vorreiterrolle ein. Wie das Bundesamt für Statistik kürzlich festhielt (Medienmitteilung «Menschen mit Behinderungen vertrauen weniger in das Polit- und Rechtssystem sowie in die Polizei» vom 2.12.2015) – ist die Arbeitsmarktbeteiligung von Menschen mit Behinderung mit 72% hoch – nur unwesentlich tiefer als diejenige von Menschen ohne Behinderung – und die Erwerbslosigkeit bei dieser Kategorie mit lediglich 3% praktisch gleich tief wie diejenige bei Personen ohne Behinderung (4%). Erwerbslos sind dabei Menschen, die in der Referenzwoche nicht erwerbstätig waren, aktiv eine Arbeit suchen und für die Aufnahme einer Tätigkeit verfügbar wären. Dazu zählen somit auch IV-Teilrentner mit Erwerbspotenzial. Auch aus dieser Sicht drängt sich der Schluss auf, dass das stufenlose Rentensystem seine Wirkung nur entfalten wird, wenn die Schwelle zum Verzicht auf die Bestrebung, die Resterwerbsfähigkeit tatsächlich ausnützen zu wollen, genügend hoch angesetzt wird. Bereits ab 70% eine Vollrente zuzusprechen, würde somit ein falsches Signal setzen und einen neuen Fehlanreiz schaffen. Es sind keinerlei Gründe ersichtlich, weshalb die damaligen Ausführungen der Botschaft zur Revision 6b nicht mehr gelten sollten, im Gegenteil! Auch die politische Beurteilung führt zu keinem andern Ergebnis. So scheiterte die IV-Revision 6b im Parlament nämlich nicht an der Frage des neuen stufenlosen Rentensystems.

Trotz der hohen Erwerbsquote von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen dürfte es für die Gruppe langjähriger Rentner, die das Alter 55 im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Reform überschritten haben, am ehesten schwierig sein, ein kleineres Resterwerbspotenzial umzusetzen. Ihnen gebührt deshalb ein sinnvoller Schutz, der in Form einer Rentengarantie ab diesem Alter zugesprochen werden kann. Mit der Anwendung des neuen Systems im Übrigen auch auf bestehende Rentner kann das Potenzial des neuen stufenlosen Rentensystems darüber hinaus erheblich besser umgesetzt werden. Diese Lösung verhindert zudem auch die Führung zweier Rentensysteme auf Jahrzehnte hinaus, wodurch sich auch erhebliche administrative Kosten verhindern lassen. Eine zusätzliche Abfederung ermöglicht die Gewährung einer dreijährigen Übergangsfrist für die Revision der bestehenden Renten. Indem die IV-Stellen zuerst jüngere IV-Rentner revidieren, bleibt bereits etwas älteren Rentnern somit auch deutlich mehr Zeit (mehrere Jahre!), um ihre Resterwerbsfähigkeit besser auszunutzen.

Ad Frage 22, Schaffung der Rechtsgrundlage für die Bildung regionaler Kompetenzstellen für Arbeitsvermittlung

Die Massnahme wird begrüsst. Mit den erwähnten Pilotprojekten – namentlich dem Projekt Pforte – wurden in den letzten Jahren hochinteressante Erfahrungen gesammelt und ausgewertet. Im Sinne eines «einheitlichen Schalters» haben sich die Behörden der IV, der Arbeitslosenkasse und der Sozialhilfe regional zu einem Partner zusammengeschlossen. Dies ist einerseits für die Betreuung von erwerbslosen Menschen mit einer Mehrfachproblematik sinnvoll, andererseits aber auch aus Sicht der Arbeitgeber. Denn von ihnen wird ja bekanntlich erwartet, dass sie für die berufliche Reintegration zuständig sein sollen, und zwar für Menschen aus verschiedenen Kanälen (Arbeitslosigkeit, IV, Sozialhilfe). Die Erfahrungen haben nun deutlich gemacht, dass ein solcher «Einheitsschalter» es den Arbeitgebern deutlich einfacher macht und sie stark motiviert für Eingliederungsmassnahmen, wenn die Administration wesentlich vereinfacht wird und vor allem wenn nur ein Ansprechpartner zur Verfügung steht. **Der Schweizerische Arbeitgeberverband unterstützt deshalb nicht nur die vorgeschlagene Massnahme, sondern fordert auch die energische Weiterentwicklung des im erläuternden Bericht angekündigten Konzepts.**

Ad Frage 23, weitere Bemerkungen und Vorschläge

Wie am Schluss der Ziffer 1 angekündigt, schlagen wir hier die Prüfung einer wichtigen, weiter gehenden Massnahme vor. Angesichts der Entwicklung der Verrentung von jungen Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten halten wir dafür: **künftig sollen Menschen unter 30 Jahren nur noch in Ausnahmefällen eine IV-Rente zugesprochen erhalten. Stattdessen sollen sie durch geeignete interdisziplinäre Teams von der IV sehr eng betreut werden mit der Zielsetzung, eine gesundheitliche Stabilisierung zu erreichen und arbeitsmarktfähig zu werden. Anstelle der Rente soll ein Taggeld treten, das aufgrund seiner Bemessung die richtigen Anreize setzt, um möglichst rasch eine Entwicklung zu durchlaufen, die eine berufliche Eingliederung teilweise oder ganz ermöglicht.** Ausgenommen werden sollen einzig Personen mit schwerwiegenden Geburtsgebrechen, die aufgrund ihrer schweren gesundheitlichen Beeinträchtigung nachweislich keine Chance haben, je auf dem ersten Arbeitsmarkt bestehen zu können. Die gesetzliche Grundlage wäre so auszugestalten, dass der Bundesrat in einem eng gesteckten Rahmen die Ausnahmen auf Verordnungsstufe festzulegen hätte.

Wir sind davon überzeugt, dass die durch den Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen auch in der Zielgruppe Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte zwar ein gewisses Potenzial haben, dieses allerdings nicht ausreicht. Dem sachlich nur teilweise erklärbaren Boom an jungen Rentnerinnen und Rentnern mit psychischen Beeinträchtigungen dürfte man damit nur zu wenig den Boden der Fehlanreize entziehen. Zwar erfordert eine entsprechende Lösung auch einen hohen Ressourcen- und Betreuungseinsatz im Einzelfall. Diesen Investitionen stehen jedoch pro Fall horrende



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Summen an Renten- und EL-Zahlungen gegenüber, die unter dem Strich auf ein hohes Sparpotenzial schliessen lassen.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unsere Ausführungen.

Mit freundlichen Grüßen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor

Martin Kaiser
Mitglied der Geschäftsleitung



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Communiqué de presse

Zurich, 16 mars 2016

Réforme du régime des PC: une réforme cosmétique ne suffit pas !

Les dépenses des PC affichent une croissance exponentielle. Ces dix dernières années, elles ont augmenté de plus de 50 pour cent à près de 5 milliards de francs par an et passeront sans doute le cap des 7 milliards par an d'ici 2030 si des mesures appropriées ne sont pas engagées. Il est donc grand temps de procéder à un remaniement en profondeur du système des PC. Pour commencer, un désenchevêtrement des tâches communes à la Confédération et aux cantons est nécessaire. Ensuite, on doit éliminer les mauvaises incitations et renforcer la responsabilité individuelle. Or, la réforme proposée par le Conseil fédéral ne fait que gratter la surface des problèmes des PC.

Le coût des prestations complémentaires (PC) ne cesse de croître. Ces dix dernières années, les dépenses des PC ont ainsi augmenté de plus de 50 pour cent pour atteindre 4,7 milliards de francs par an. Du fait du vieillissement de la population, elles pourraient atteindre 6,7 milliards par an d'ici à 2030. Les cantons, qui prennent en charge 70 pour cent des coûts, subissent donc une pression grandissante. Etant donné que les prestations complémentaires jouent un rôle essentiel dans le système de la sécurité sociale – elles soutiennent de manière ciblée et en fonction des besoins les bénéficiaires de l'AVS et de l'AI qui ne peuvent pas vivre de leur rente et de leur fortune – l'explosion des coûts du système des PC est particulièrement préoccupante.

Une refonte en profondeur du régime des PC est impérative si l'on ne veut pas mettre en péril la sécurité sociale des plus démunis. Une optimisation du système des PC est d'autant plus indiquée que les perspectives économiques ne sont pas vraiment roses au vu de l'évolution démographique et conjoncturelle. Valentin Vogt, président de l'Union patronale suisse, rappelle que la tâche principale des prestations complémentaires, selon le mandat constitutionnel, est de garantir le minimum vital; et d'ajouter: «L'argent se faisant plus rare, il importe de soutenir ceux qui en ont véritablement besoin».

Cependant, la proposition de réforme du Conseil fédéral ne va pas assez loin pour que le régime des prestations complémentaires puisse relever les défis de l'avenir. L'Union patronale approuve pourtant bon nombre des mesures recommandées par le Conseil fédéral, mais celles-ci ne constituent que les premiers pas vers un système de PC pérenne. «La progression des coûts des prestations complémentaires se chiffre en milliards de francs; les économies de 150 à 170 millions de francs proposées par le Conseil fédéral sont donc purement cosmétiques», souligne Martin Kaiser, responsable du secteur Politique sociale et membre de la direction de l'Union patronale suisse.

Meilleure gérabilité et élimination des mauvaises incitations

Des mesures de réforme sont requises à deux niveaux pour adapter le système des PC aux nécessités du futur. Premièrement, les tâches communes à la Confédération et aux cantons dans le cadre du régime des prestations complémentaires doivent être désenchevêtrées – cela en étroite collaboration avec les cantons. Le système doit devenir plus transparent et donc mieux gérable. Les cantons, qui financent la majeure partie, voire la totalité des prestations dans le domaine des frais de soins et de séjour en home, doivent disposer des compétences décisionnelles nécessaires – selon la devise «Qui paie commande».

Deuxièmement, il est impératif d'éliminer les mauvaises incitations et de renforcer la responsabilité individuelle des bénéficiaires potentiels des PC. L'Union patronale suisse soutient notamment les mesures de réforme suivantes :

- Les mauvaises incitations doivent être éliminées et les effets de seuil en cas de sortie du système des PC doivent être réduits. Il faut que se remettre à travailler en vaille la peine!
- En ce qui concerne les prestations complémentaires à l'AVS, un renforcement de la capacité à se constituer une prévoyance suffisante est nécessaire – à travers un relèvement graduel de l'âge de la retraite, un abaissement à 21 ans de l'obligation de cotiser au deuxième pilier et une amélioration de la situation en matière de prévoyance des personnes travaillant à temps partiel et, enfin, en introduisant d'une prévoyance professionnelle obligatoire pour les indépendants.
- La fortune des bénéficiaires (potentiels) de PC doit à l'avenir être mieux prise en compte – notamment en abaissant la franchise de fortune et en introduisant un seuil de fortune. Cette dernière mesure combat en outre la bureaucratisation des prestations complémentaires.
- Afin de renforcer la capacité des individus à se constituer une prévoyance suffisante, nous pourrions accepter l'idée d'ancrer le principe «Versement d'une rente au lieu du capital » dans le deuxième pilier – mais uniquement dans le domaine de la prévoyance obligatoire. Ils s'opposent en revanche énergiquement à une limitation du retrait du capital destiné à financer une activité indépendante en phase de démarrage.

Les souhaits exprimés par le patronat montrent que la réforme du régime des PC exige une vision globale allant au-delà des seules prestations complémentaires et embrassant le système de sécurité sociale dans sa totalité. Les réformes de la prévoyance vieillesse et de l'assurance invalidité sont donc aussi importantes pour un système de PC stable que la refonte du système des PC lui-même. Traiter une adaptation du montant maximum du loyer pouvant être pris en compte dans le calcul des PC hors du contexte de la réforme des PC – comme le Conseil fédéral l'envisage – n'aurait donc aucun sens. Le relèvement du montant maximum du loyer réduirait à néant les économies que le projet de réforme de la Confédération aurait permis de réaliser. Au final, une chose est claire: le système des PC ne pourra répondre aux nécessités du futur que s'il est soumis à une réforme globale – dans l'intérêt des personnes socialement les plus faibles.

UNION PATRONALE SUISSE

Renseignements complémentaires

- Roland A. Müller, directeur, tél. 079 220 52 29, mueller@arbeitgeber.ch
- Martin Kaiser, responsable Politique sociale, tél. 079 517 68 26, kaiser@arbeitgeber.ch

L'Union patronale suisse est depuis 1908 la voix des employeurs suisses dans le monde économique et politique, comme auprès du public. Cette association faîtière de l'économie suisse fédère quelque 80 associations patronales régionales et sectorielles, de même qu'un certain nombre d'entreprises individuelles. Au total, elle offre ainsi ses services à plus de 100'000 petites, moyennes et grandes entreprises occupant près de 2 millions de travailleurs issus de tous les secteurs économiques. L'UPS milite pour une économie forte et pour la prospérité de la Suisse. Elle mobilise à cette fin son expertise reconnue, notamment aux chapitres du marché du travail, de la formation et de la politique sociale. L'association est dirigée par Roland A. Müller et présidée par Valentin Vogt.

Conférence de presse du 16 mars 2016

Seul le texte prononcé fait foi.

«Une refonte en profondeur du régime des PC est impérative si l'on ne veut pas mettre en péril la sécurité sociale des plus démunis»

Martin Kaiser, responsable Politique sociale, Union patronale suisse

Depuis longtemps, le coût des prestations complémentaires (PC) est continuellement orienté à la hausse. Ces dix dernières années, il a augmenté de plus de 50 pour cent pour atteindre 4,7 milliards de francs par an. En raison du vieillissement de la population, il pourrait atteindre 6,7 milliards par an d'ici 2030. Sans contre-mesures, les PC coûteront donc près de 7 milliards dans 15 ans. Une charge qui pèse tout particulièrement sur les cantons, qui l'assument à hauteur de quelque 70 pour cent.

L'évolution fulgurante des coûts des PC me préoccupe. Les prestations complémentaires jouent un rôle essentiel dans le système de la sécurité sociale ; elles soutiennent de manière ciblée et en fonction des besoins les bénéficiaires de l'AVS et de l'AI qui ne peuvent pas vivre de leur rente, de leur fortune et, pour les rentiers AI, de leurs revenus. Du coup, c'est la sécurité sociale des plus démunis, partant la mission fondamentale de notre Etat social qui se trouve fragilisée.

Une refonte en profondeur du régime des PC est impérative si l'on ne veut pas mettre en péril la sécurité sociale des plus faibles. Une optimisation du système des PC est d'autant plus indiquée que les perspectives économiques ne sont pas roses: l'évolution démographique, la menace de restrictions touchant l'immigration et le climat conjoncturel ont des conséquences sur notre système social. Il est donc nécessaire de se limiter à l'essentiel, pour les prestations complémentaires également. Cela signifie qu'avec des ressources qui se raréfient, il importe de soutenir ceux qui ont véritablement besoin de ces prestations, ceux et celles que leur rentes, fortune ou revenus ne permettent pas de vivre correctement. Ceux-là - et ceux-là seuls - ont droit selon la Constitution à la couverture du minimum vital par les PC.

Cependant, la proposition de réforme du Conseil fédéral ne va pas assez loin pour que le régime des prestations complémentaires puisse relever les défis de l'avenir. Elle ne fait que traiter en surface les problèmes des PC. Nous approuvons certes bon nombre des mesures recommandées par le Conseil fédéral, mais celles-ci ne constituent que les premiers pas vers un système de PC financièrement stable. La progression des coûts des PC se chiffre en milliards de francs ; les économies de 150 à 170 millions proposées par le Conseil fédéral sont donc purement cosmétiques.

Les causes de l'explosion des coûts du système des PC sont multiples. Les principales sont le vieillissement démographique, l'évolution de l'assurance-invalidité, les facteurs propres aux PC et les mauvaises incitations. Contre le vieillissement démographique, nous sommes bien sûr désarmés. Mais dans le cadre de la réforme de la prévoyance-vieillesse, nous pouvons faire en sorte que les rentiers restent capables à l'avenir de conserver par eux-mêmes leur niveau de vie. Nous pouvons également soulager sensiblement le système des PC par le biais de l'AI. Le projet de réforme de l'AI du Conseil fédéral contient aussi d'importantes mesures destinées à créer des incitations positives vers l'activité professionnelle - même si ces mesures ne vont pas assez loin. Pour permettre au système des PC d'affronter les défis du futur, nous devons aussi chercher à corriger tout particulièrement les défauts de construction intrinsèques de ce système. A cette fin, il s'agit en priorité de désenchevêtrer les tâches assignées conjointement à la Confédération et aux cantons au titre des prestations complémentaires, puis d'éliminer les mauvaises incitations des PC vers l'AI, enfin de renforcer le sens des responsabilités des bénéficiaires potentiels de PC.

Le partage des tâches entre Confédération et cantons a rendu le système opaque et difficile à gérer. Exemple: bien que les cantons financent la majeure partie, voire la totalité des prestations dans le domaine des frais de soins et de séjour en home, ils ne disposent pas des compétences décisionnelles nécessaires. Avec la nouvelle péréquation financière, on a certes tenté d'apporter des améliorations à cet égard. A l'évidence, toutefois, les objectifs fixés à l'époque n'ont pas été atteints. Il est donc grand temps de procéder à ce désenchevêtrement entre la Confédération et les cantons, selon le principe: «Qui paie commande».

Au chapitre des prestations complémentaires à l'AI, le système souffre d'une part de mauvaises incitations, d'autre part d'importants effets de seuil qui contrarient la sortie du système des PC. Ces mécanismes déploient pleinement leurs effets dans les familles surtout. C'est ainsi qu'une famille de rentiers AI avec deux enfants peut facilement percevoir, avec les prestations complémentaires s'ajoutant aux rentes de l'AI et de la prévoyance professionnelle, un revenu annuel de 75'000 francs net d'impôt. A quoi s'ajoutent la prise en charge des frais de maladie, par exemple les frais de dentiste pour toute la famille. On comprend dès lors que sortir du système est tout sauf intéressant pour les bénéficiaires de rentes AI, surtout s'ils sont faiblement qualifiés. Il convient donc de corriger ces incitations néfastes, en un mot de faire en sorte que trouver ou retrouver un travail en vaille la peine!

Il faut aussi une série de mesures susceptibles de renforcer la responsabilité individuelle des bénéficiaires potentiels de PC. Concrètement, en voici quatre:

- Grâce à diverses améliorations du système de prévoyance vieillesse, nous devons tout d'abord renforcer la capacité des individus à se constituer une prévoyance suffisante – à travers un relèvement graduel de l'âge de la retraite, un abaissement à 21 ans de l'obligation de cotiser au deuxième pilier, une amélioration de la situation en matière de prévoyance des personnes travaillant à temps partiel, enfin grâce à l'introduction d'une prévoyance professionnelle obligatoire pour les indépendants.
- Ensuite, la fortune des bénéficiaires (potentiels) de PC doit à l'avenir être mieux prise en compte – notamment en abaissant la franchise de fortune et en introduisant un seuil de fortune. Cette dernière mesure aurait d'heureux effets annexes, puisqu'elle réduirait le volume des PC et contiendrait quelque peu, du même coup, le monstre bureaucratique des prestations complémentaires.
- Troisièmement, il faut lutter systématiquement contre les abus, en traquant notamment les fortunes non déclarées à l'étranger. Il convient également de réfléchir au rétablissement d'un plafond des PC et à l'imposition des prestations complémentaires - sans toucher au principe constitutionnel de la garantie du minimum vital.
- Afin de renforcer la capacité des individus à se constituer une prévoyance suffisante, nous pourrions accepter l'idée d'ancrer le principe «Versement d'une rente au lieu du capital » dans le deuxième pilier – mais uniquement dans le domaine de la prévoyance obligatoire. En revanche, nous sommes catégoriquement opposés à une limitation du retrait du capital destiné à financer une activité indépendante en phase de démarrage.

La réforme du régime des PC exige une vision globale allant au-delà des seules prestations complémentaires et embrassant le système de sécurité sociale dans sa totalité. Les réformes de la prévoyance vieillesse et de l'assurance invalidité sont donc aussi importantes pour un système de PC stable que la refonte du système des PC lui-même. Traiter une adaptation du montant maximum du loyer pouvant être pris en compte dans le calcul des PC hors du contexte de la réforme des PC – comme le Conseil fédéral l'envisage – n'aurait donc aucun sens. Le relèvement du montant maximum du loyer réduirait à néant les économies que le projet de réforme de la Confédération aurait permis de réaliser. Au final, une chose est claire: le système des PC ne pourra répondre aux nécessités du futur que s'il est soumis à une réforme globale – dans l'intérêt des personnes socialement les plus faibles.

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge und Ergän-
zungsleistungen (ABEL)
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Per E-Mail: Nadine.Schuepbach@bsv.admin.ch

Zürich, 16. März 2016 MK/sm
kaiser@arbeitgeber.ch

Teilrevision des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 2006 über Ergänzungsleistungen zur Alters, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (EL-Reform): Stellungnahme zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV) ist seit 1908 die Stimme der Arbeitgeber in Wirtschaft, Politik und Öffentlichkeit. Er vereint als Spitzenverband der Schweizer Wirtschaft rund 80 regionale und branchenspezifische Arbeitgeberorganisationen sowie Einzelunternehmen. Insgesamt vertritt er über 100'000 Klein-, Mittel- und Grossunternehmen mit rund 1,8 Millionen Arbeitnehmenden aus allen Wirtschaftssektoren. Der SAV setzt sich für eine starke Wirtschaft und den Wohlstand der Schweiz ein. Zur Zukunftssicherung verfügt der Verband über anerkanntes Expertenwissen insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Bildung und Sozialpolitik.

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Zusammenfassung der Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV):

- Das System der bedarfsorientierten Ergänzungsleistungen zu AHV und IV hat sich im Grundsatz bewährt. Keine Sozialversicherung ist so effektiv wie die Ergänzungsleistungen (EL). Insbesondere die demografische Alterung stellt das EL-System allerdings vor eine finanzielle Belastungsprobe. Innert weniger Jahre droht ohne Massnahmen erneut ein gewaltiger Kostenanstieg, der zu rund 70 Prozent die Kantone belastet und damit insbesondere sie vor grosse Herausforderungen stellt.
- Der SAV hat sich als erste Organisation überhaupt der Herausforderung angenommen und u.a. auch eine umfassende Studie erstellen lassen. Diese zeigt deutlich: Mit einer kosmetischen Reform, wie sie der Bundesrat nun vorschlägt, lässt sich die EL längerfristig nicht sichern. ***Wer die soziale Sicherheit der Schwächsten weiterhin und auch langfristig garantieren will, muss das System der EL gründlich modernisieren.***
- ***Diverse der vorgeschlagenen Massnahmen kann der SAV zwar unterstützen, doch handelt es sich dabei bestenfalls um erste kleine Schritte auf dem Weg zu einer nachhaltig finanzierbaren EL, die dem Verfassungsauftrag, der Existenzsicherung, auch dauerhaft***

nachkommen kann. Angesichts der gewaltigen Herausforderung genügt eine Vorlage mit einem Optimierungspotenzial von total rund CHF 150 bis 170 Mio. in keiner Weise.

- Wie der SAV in seinem Positionspapier vom 8. Mai 2015 (www.arbeitgeber.ch) festhielt, ergibt sich aus der Analyse ein Handlungsbedarf auf zwei Ebenen:
- **Die Transparenz und die Steuerbarkeit des EL-Systems müssen verbessert werden.**
Heute bezahlt der Bund für Entscheide, die auf kantonaler Ebene gefällt werden, und umgekehrt. Nötig ist deshalb wenigstens eine minimale Entflechtung der Verbundaufgabe zwischen Bund und Kantonen. Als minimale Lösung muss ins Auge gefasst werden, die Existenzsicherung zu Hause vollständig dem Bund zu übertragen, während die Kantone vollständig nicht nur für die Finanzierung der Heim- und Pflegekosten, sondern auch für deren Steuerung zuständig werden müssten.
- **Fehlanreize müssen ausgemerzt werden.**
- Nebst der Entflechtung muss eine Reform insbesondere auch die Behebung von Fehlanreizen bringen. Darunter fällt der Abbau von Schwelleneffekten in der IV, aber auch eine Reihe von Massnahmen, wie sie der SAV im Rahmen der Reform Altersvorsorge 2020 unterstützt (schrittweiser Anstieg des Referenzalters, Ausweitung der BVG-Beitragspflicht auf das 21. Lebensjahr, Prüfung einer obligatorischen beruflichen Vorsorge auch für Selbständigerwerbende, Besserstellung von Teilzeitarbeitenden in der beruflichen Vorsorge durch Anbindung des Koordinationsabzugs an den Beschäftigungsgrad). Nebst der EL-Reform sind somit insbesondere die Reform Altersvorsorge 2020 sowie die gleichzeitig angelaufene nächste IV-Revision für die Gesundheit des EL-Systems von Bedeutung.
- Darüber hinaus ist eine ganze Reihe von weiteren Massnahmen notwendig. So namentlich der stärkere Einbezug von Vermögen durch eine verstärkte Berücksichtigung des freiwilligen Vermögensverzichts, die präzisere Anrechnung des Vermögens und tiefere Vermögensfreibeträge und die Beseitigung von unerwünschten Steuereffekten. So müsste auch die Aufhebung der Steuerbefreiung der EL vorangetrieben werden. Insgesamt muss das Prinzip der Selbstverantwortung zwingend wieder stärker in den Fokus rücken. **Der SAV verlangt deshalb auch die Einführung einer Vermögensschwelle für den Bezug von EL.**
- Des Weiteren fehlt es aber auch an einer schweizweit einheitlichen **systematischen Missbrauchsbekämpfung** (insbesondere bei nicht deklariertem Vermögensbesitz im Ausland, insbesondere Immobilien, und gleichzeitigem EL-Bezug in der Schweiz). Sodann ist eine komplette Entflechtung von individuellen Prämienverbilligungen und EL zur Behebung von Ineffizienzen nötig.
- Zu prüfen ist ferner die **Wiedereinführung einer EL-Obergrenze** (insbesondere für zu Hause lebende EL-Bezüger) analog zum System bis 2007. Denn die Aufhebung war nicht nur kostentreibend, sondern führt auch zu einer abnehmenden Akzeptanz des EL-Systems in der Bevölkerung.
- Zusammenfassend stellte der SAV bereits in seinem Positionspapier fest, dass für die nun anstehende Modernisierung des EL-Systems eine ganzheitliche Betrachtung zwingend ist. So geht es auch nicht an, eine einzelne, erneut kostentreibende Vorlage vorab zu verabschieden, wie dies der Bundesrat mit der Vorlage zur Anpassung der anrechenbaren Mietzinsmaxima vorschlug. Am 26. Februar 2016 hat die SGK-N diesbezüglich nun richtigerweise einen Riegel geschoben und das Geschäft sistiert. Sie hat damit den Weg geebnet für eine ganzheitliche Reform der EL, ohne vorweg einen einzelnen Baustein heraus zu brechen. Der SAV wird denn auch eine entsprechende isolierte Mietzinsvorlage definitiv nicht unterstützen, denn sie würde alleine Mehrkosten in der EL auslösen, die mindestens gleich hoch sind wie die mit dieser Vorlage angedachten Einsparungen.

- **Der SAV fordert unter dem Strich eine grundlegende Überarbeitung und Ergänzung der Vorlage. Eine Vorlage muss über die Vorschläge der Vernehmlassungsvorlage hinaus mit allen vorgenannten Elementen ergänzt werden.** Nur so lässt sich die Kostendynamik substanziell brechen und das bewährte System der EL zukunftsfähig modernisieren. Was es bedeutet, die Reform eines Sozialwerks nicht frühzeitig und entschlossen an die Hand zu nehmen, hat sich im Rahmen der Leidensgeschichte der IV klar gezeigt. Niemand kann an einer solchen Entwicklung ein Interesse haben. Schon gar nicht, wer es mit der nachhaltigen Existenzsicherung für die Schwächsten unserer Gesellschaft ernst meint.
- Was die konkreten Vorschläge des Bundesrats anbelangt, so wird die Massnahme zum Verbot des Kapitalbezugs aus der obligatorischen beruflichen Vorsorge zwecks Begründung einer selbständigen beruflichen Tätigkeit nicht unterstützt. Die Massnahme könnte sich für die Kassen von Bund, Kantonen und Gemeinden gar als Schuss in den Ofen erweisen. Denn der mutmasslich zu erzielenden Einsparung bei der EL von lediglich CHF 8 Mio. pro Jahr dürften wesentlich höhere Steuererträge aus den vielen erfolgreichen Neugründungen gegenüber stehen. Stattdessen sollte – wie vom SAV bereits mehrfach gefordert – die Einführung eines BVG-Obligatoriums für Selbständigerwerbende ernsthaft geprüft werden. Im Gegensatz dazu überwiegen die Argumente für die Einschränkung des Kapitalbezugs im Zeitpunkt des Altersrücktritts die Gegenargumente. Eine klare Mehrheit unserer Mitglieder ist denn auch bereit, diese Massnahme mitzutragen. Allerdings ist sie zwingend zu beschränken auf das BVG-Obligatorium.
- Nicht einverstanden ist der SAV mit dem Bundesrat, das Thema Betrag für den allgemeinen Lebensbedarf von Kindern nicht weiter zu verfolgen. Insbesondere für Familien macht die Höhe der EL die Invalidenrente überhaupt erst attraktiv. Bei Familien mit unterstützungspflichtigen Kindern sollte das durch Ergänzungsleistungen erzielte Gesamteinkommen nicht deutlich höher liegen können als von Erwerbstätigen mit Familie beziehungsweise vor dem Eintritt der Invalidität. **Eine Senkung der Kinderpauschale oder die Einführung einer angemessenen Äquivalenzskala in der EL zur Bemessung des allgemeinen Lebensbedarfs von Kindern ist deshalb geboten.**
- Abgelehnt wird last but not least die Einführung einer gesetzlichen Grundlage dafür, dass die Beiträge des Bundes an die Verwaltungskosten bei mangelhafter Durchführung gekürzt werden können. Diese Massnahme ist aus dem Kontext gegriffen und wird bestenfalls die administrativen Kosten zusätzlich erhöhen.
- Alle übrigen Massnahmen werden gemäss den Detailbemerkungen dieser Stellungnahme teilweise oder vollständig unterstützt.

1. Vorbemerkungen

Das System der bedarfsorientierten Ergänzungsleistungen zu AHV und IV hat sich im Grundsatz bewährt. Keine Sozialversicherung ist so effektiv wie die Ergänzungsleistungen (EL). Insbesondere die demografische Alterung stellt das EL-System allerdings vor eine finanzielle Belastungsprobe. Der SAV hat dies frühzeitig erkannt und sich als erste Organisation überhaupt fundiert mit der Problematik auseinander gesetzt. Er beauftragte deshalb unter anderem auch Prof. Christoph Schaltegger mit der «Analyse der Kostentreiber in den Ergänzungsleistungen: Fakten, Probleme, Lösungsmöglichkeiten» vom 8. Mai 2015 (www.arbeitgeber.ch).

Der Befund ist klar: Wer die soziale Sicherheit der Schwächsten weiterhin und auch langfristig garantieren will, muss das System der EL gründlich modernisieren. Denn die Ausgaben der EL stiegen innerhalb der letzten zehn Jahre um über 30 Prozent auf über CHF 4,5 Mia. pro Jahr. Zu lange wurden die Kostendynamik der EL sowie externe Kostentreiber unterschätzt. Bis 2020 rechnet der Bundesrat mit einem weiteren Kostenanstieg um CHF 1 Mia. auf total über CHF 5,5 Mia. Die EL wird

damit innert weniger Jahre beispielsweise das Budget der Armee um ein weites überflügelt haben. Das heutige EL-System ist intransparent, schwer steuerbar und voller Fehlanreize.

Gemäss Gutachten ist das Kostenwachstum der EL von CHF 1,5 Mia. in den letzten zehn Jahren im Wesentlichen auf **drei Treiber** zurück zu führen:

- Ein Drittel Demografie; zwar ist die Quote der EL-Bezüger zur AHV stabil, doch ist die Anzahl Köpfe mit EL aufgrund der demografischen Alterung stark gestiegen.
- Ein Drittel Entwicklung der IV: Die Zahl der IV-Rentner hat sich in den letzten zehn Jahren zwar halbiert, die Zahl der jungen IV-Rentner nahm hingegen zu. Junge IV-Rentner verfügen kaum über Guthaben aus der beruflichen Vorsorge und sind somit meist von Beginn weg auch EL-berechtigt. Die Quote der IV-Bezüger mit EL ist deshalb zwischenzeitlich auf über 40 Prozent angestiegen.
- Ein Drittel systembedingt: EL-Gesetzesrevisionen, namentlich die Aufhebung des EL-Höchstbetrages im Rahmen des NFA und die Erhöhung der Vermögensfreibeträge im Rahmen der Neuordnung der Pflegefinanzierung. Gleichzeitig wurden mit diesen Revisionen erhebliche Kosten – insgesamt rund CHF 600 Mio. – auf das EL-System abgewälzt. Aufgrund dessen gab es einen massiven Kostentransfer von anderen Systemen (insbesondere der Sozialhilfe) in das EL-System.

Wie der SAV in seinem Positionspapier vom 8. Mai 2015 (www.arbeitgeber.ch) festhielt, ergibt sich aus der Analyse ein **Handlungsbedarf auf zwei Ebenen**:

- Die Transparenz und die Steuerbarkeit des EL-Systems müssen verbessert werden. Heute bezahlt der Bund für Entscheide, die auf kantonaler Ebene gefällt werden, und umgekehrt. Nötig ist deshalb wenigstens eine minimale Entflechtung der Verbundaufgabe zwischen Bund und Kantonen. Als minimale Lösung muss ins Auge gefasst werden, die Existenzsicherung zu Hause vollständig dem Bund zu übertragen, während die Kantone vollständig nicht nur für die Finanzierung der Heim- und Pflegekosten, sondern auch für deren Steuerung zuständig werden müssten.
- Fehlanreize müssen ausgemerzt werden.

Nebst der Entflechtung muss eine Reform insbesondere auch die Behebung von Fehlanreizen bringen. Darunter fällt der Abbau von Schwelleneffekten in der IV, aber auch eine Reihe von Massnahmen, wie sie der SAV im Rahmen der Reform Altersvorsorge 2020 unterstützt (schrittweiser Anstieg des Referenzalters, Ausweitung der BVG-Beitragspflicht auf das 21. Lebensjahr, Prüfung einer obligatorischen beruflichen Vorsorge auch für Selbständigerwerbende, Besserstellung von Teilzeitarbeitenden in der beruflichen Vorsorge durch Anbindung des Koordinationsabzugs an den Beschäftigungsgrad). Nebst der EL-Reform sind somit insbesondere die Reform Altersvorsorge 2020 sowie die gleichzeitig angelaufene nächste IV-Revision für die Gesundheit des EL-Systems von Bedeutung. Der Verband Zürcher Handelsfirmen (VZH) hält dazu bspw. fest: «Ebenso ist es aus unserer Sicht wichtig, auf die Bedeutung der vom SAV vorgeschlagenen Massnahmen im Rahmen der Altersvorsorge 2020 sowie notwendiger Anpassungen bei der 2. Säule hinzuweisen, da die EL Teil der sozialen Sicherung ist und nicht gesondert betrachtet werden sollte.»

Darüber hinaus ist eine ganze Reihe von weiteren Massnahmen notwendig. **So namentlich der stärkere Einbezug von Vermögen durch eine verstärkte Berücksichtigung des freiwilligen Vermögensverzichts, die präzisere Anrechnung des Vermögens und tiefere Vermögensfreibeträge und die Beseitigung von unerwünschten Steuereffekten** (Arbeitnehmer im Tieflohnbereich haben nach Abzug der Steuern mitunter ein geringeres Einkommen als Bezüger von EL!). Gemäss Bundesverfassung geht es bei der EL um Existenzsicherung. Es entsteht jedoch zunehmend der Eindruck,

dass sich in den letzten Jahren in vielen Köpfen auch im Kontext der EL eher die für die allgemeine Altersvorsorge gültige Maxime der Sicherung der Weiterführung der gewohnten Lebenshaltung festsetzt. Das war jedoch nie die Idee und kann sie gerade jetzt, zu Beginn der enorm dynamischen Kostenspirale aufgrund der demografischen Alterung, erst recht nicht sein. So geht es beispielsweise nicht an, zulasten der Steuerzahler vermögende EL-Bezüger zu privilegieren. **Das Prinzip der Selbstverantwortung muss zwingend wieder stärker in den Fokus rücken.**

Des Weiteren fehlt es aber auch an einer **schweizweit einheitlichen systematischen Missbrauchsbekämpfung** (insbesondere bei nicht deklariertem Vermögensbesitz im Ausland, insbesondere Immobilien, und gleichzeitigem EL-Bezug in der Schweiz). SWISSMEM meint dazu etwa: «Das Fehlen einer schweizweit einheitlichen und systematischen Missbrauchsbekämpfung muss zum Anlass genommen werden, im Rahmen dieser Revision die Missbrauchsbekämpfung im Bereich der Ergänzungsleistungen konsequent an die Hand zu nehmen und den kantonalen Durchführungsstellen Mindeststandards vorzugeben, damit diese schweizweit und einheitlich umgesetzt werden.»

Ebenfalls nötig ist eine **komplette Entflechtung von individuellen Prämienverbilligungen und EL zur Behebung von Ineffizienzen.**

Zu prüfen ist ferner die **Wiedereinführung einer EL-Obergrenze** (insbesondere für zu Hause lebende EL-Bezüger) analog zum System bis 2007. **Denn die Aufhebung war nicht nur kostentreibend, sondern führt auch zu einer abnehmenden Akzeptanz des EL-Systems in der Bevölkerung.** Wer mit EL lebt, sollte nicht mehr Mittel zur Verfügung haben, als Angestellte in tieferen Qualifikationsbereichen mit entsprechenden durchschnittlichen Löhnen. Bis 2007 galt deshalb die Lösung, wonach der Jahresbetrag der jährlichen EL das Vierfache des Mindestbetrages der jährlichen einfachen Altersrente nicht überschreiten darf. Für 2016 ergäbe sich damit beispielsweise eine Obergrenze von CHF 56'400.

Wenig nachvollziehbar ist auch, weshalb der Bundesrat die **Aufhebung der Steuerbefreiung der EL** nicht vorantreibt. Im Gegensatz zu den Renten von AHV und IV sind EL steuerfrei. Das kann dazu führen, dass erwerbstätige Personen im Niedriglohnbereich nach Abzug der Steuern ein tieferes verfügbares Einkommen haben als Personen mit Ergänzungsleistungen. Die EL müsste deshalb ebenfalls der Steuerpflicht unterzogen werden. Der Ausgleich zur Sicherung des Existenzminimums würde gleichzeitig am besten über die Steuerbefreiung des Existenzminimums sichergestellt (vgl. dazu auch Schaltegger).

Zusammenfassend stellt der SAV in seinem Positionspapier fest, dass für die nun anstehende Modernisierung des EL-Systems eine ganzheitliche Betrachtung zwingend ist. So geht es auch nicht an, eine einzelne, erneut kostentreibende Vorlage vorab zu verabschieden, wie dies der Bundesrat mit der Vorlage zur Anpassung der anrechenbaren Mietzinsmaxima vorschlug. Diesbezüglich liegt der Ball nun beim Parlament. Am 26. Februar 2016 hat die SGK-N diesbezüglich nun richtigerweise einen Riegel geschoben und das Geschäft sistiert. Sie hat damit den Weg geebnet für eine ganzheitliche Reform der EL, ohne vorweg einen einzelnen Baustein heraus zu brechen. Dem Bundesrat ist allerdings auch zugute zu halten, dass er heute angesichts der finanzpolitischen Perspektive dem Parlament wohl kaum mehr eine entsprechende isolierte Vorlage beantragen würde. So schreibt er denn auch in seinem erläuternden Bericht zur Vernehmlassung für das Stabilisierungsprogramm 2017 – 2019 unter Ziffer 1.3.2, dass beschlossene Konsolidierungsmassnahmen nicht durch neue Mehrausgaben wieder absorbiert werden sollen. Entsprechende Vorhaben sollen zumindest aufgeschoben werden, bis eine adäquate Gegenfinanzierung gefunden werden könne. **Der SAV wird eine entsprechende isolierte Mietzinsvorlage deshalb definitiv nicht unterstützen, denn sie würde alleine Mehrkosten in der EL auslösen, die mindestens gleich hoch sind wie die mit dieser Vorlage angedachten Einsparungen.** Angesichts der absehbaren Kostendynamik in der EL,

aber auch der Herausforderungen im Bundeshaushalt sowie in den kantonalen Finanzhaushalten, wäre schon nur eine reine, rechtlich verbindlich gekoppelte Kompensation der Mehrausgaben des Guten zu viel. Materiell muss zudem auch im Rahmen der Diskussion um die anrechenbaren Mietzinse die Frage erlaubt sein, weshalb sich EL-Bezüger mehr Wohnraum leisten können sollten, als beispielsweise Berufstätige im Tieflohnbereich. Denn eine alleinstehende erwerbstätige Person in einer Tieflohnbranche wird sich ebenfalls kaum eine Wohnung leisten können, die teurer als CHF 1'100 ist. Dies ist der maximal anrechenbare Mietzins in der EL für eine alleinstehende Person. Zu erinnern ist in diesem Kontext zudem auch an den Zusammenhang, dass die Festlegung der Höhe der anrechenbaren Mietzinsmaxima selbstverständlich auch zu prüfen ist unter dem Aspekt der Anreizwirkung in der EL zur IV.

Mit seiner am 25. November 2015 in Auftrag gegebenen Vernehmlassungsvorlage will der Bundesrat nun das bisherige Leistungsniveau sichern, das System der EL optimieren und von falschen Anreizen befreien sowie das Sparkapital der obligatorischen beruflichen Vorsorge besser schützen. Je nach Variante bei den Einschränkungen des Kapitalbezugs soll die EL per 2022 durch die Vorschläge um CHF 171 resp. 152 Mio. entlastet werden, wovon deren 120 resp. 152 auf die Kantone fielen (diese tragen letztlich rund 70 Prozent aller EL-Kosten). Hinzukommen sollen weitere Einsparungen im System der Prämienverbilligung der Krankenkassenprämien um CHF 116 Mio. zugunsten der Kantone.

Die Gesamtbeurteilung der bundesrätlichen Vorschläge ist ernüchternd. Denn die grundlegenden Probleme des EL-Systems anzugehen, ist der Bundesrat scheinbar nicht gewillt, obwohl auch gerade mit den durch den SAV erarbeiteten Grundlagen alle Fragen liquide sind. Und dies, obwohl der Bundesrat selbst in seinen früheren Analysen und Berichten wiederholt ebenfalls auch auf die Problematik der Verbundaufgabe aufmerksam machte. Doch geht er nun die Frage der Entflechtung nicht einmal an. **Stattdessen beschränkt er sich auf eine kosmetische Reform der EL, mit der er bloss an der Oberfläche der EL-Herausforderungen kratzt.** «Das System der EL stellt einen unverzichtbaren Baustein des schweizerischen Sozialversicherungssystems dar und erfüllt wegen seiner eigentlich strikten Orientierung am Bedarf der Einzelnen eine wichtige Aufgabe», betont der Arbeitgeberverband Basel. «Damit es aber wirksam und, insbesondere für die Kantone, finanzierbar bleibt, muss dem Parlament eine mutige Revisionsvorlage mit echten Lösungen für die identifizierten Kernprobleme vorgeschlagen werden. Der vorliegende Entwurf lässt jedoch befürchten, dass der Bundesrat lediglich eine politische Zielsetzung verfolgt und die tatsächlichen Probleme unbearbeitet lässt», hält der Arbeitgeberverband Basel weiter fest.

Diverse der vorgeschlagenen Massnahmen kann der SAV zwar unterstützen, doch handelt es sich dabei bestenfalls um erste kleine Schritte auf dem Weg zu einer nachhaltig finanzierbaren EL, die ihrem Verfassungsauftrag, der Existenzsicherung, auch dauerhaft nachkommen kann. Es ist eine Illusion zu glauben, die Probleme der EL liessen sich auf diese Weise aussitzen. Denn es zeichnet sich ab, dass insbesondere die Kantone – sie tragen rund 70 Prozent der Kosten – innert weniger Jahre finanziell so komplett an den Anschlag kommen werden. **Was es bedeutet, die Reform eines Sozialwerks nicht frühzeitig und entschlossen an die Hand zu nehmen, hat sich im Rahmen der Leidensgeschichte der IV klar gezeigt.** «Die vorgeschlagenen Massnahmen sind leider nur teilweise geeignet, das Ziel einer nachhaltig finanzierbaren EL sicher zu stellen», hält dazu SWISSMEM fest. «Es handelt sich dabei um einen ersten Schritt in die richtige Richtung, jedoch bestenfalls um erste kleine Schritte auf dem Weg zu einer nachhaltig finanzierbaren EL, die ihrem Verfassungsauftrag, der Existenzsicherung, auch dauerhaft nachkommen kann. SWISSMEM ist der Überzeugung, dass einzig eine grundlegend überarbeitete und ergänzte Vorlage dieses Ziel erreichen kann.»

Niemand kann an einer solchen Entwicklung ein Interesse haben. Schon gar nicht, wer es mit der nachhaltigen Existenzsicherung für die Schwächsten unserer Gesellschaft ernst meint.

Der SAV fordert deshalb eine grundlegende Überarbeitung und Ergänzung der Vorlage. Eine Vorlage muss über die nachfolgend im Detail behandelten Punkte der Vernehmlassungsvorlage hinaus, soweit explizit zugestimmt wird, mit allen vorgenannten Elementen ergänzt werden. Von Seiten SAV wurden alle notwendigen Grundlagen wie dargelegt erarbeitet und bereitgestellt. Nur so lässt sich die Kostendynamik einigermaßen in den Griff bekommen, nur so lässt sich ein Optimierungspotenzial umsetzen, das einem Mehrfachen des durch den Bundesrat angestrebten entsprechen muss. Mindestziel einer Reform der EL sollte es sein, den erwarteten Kostenanstieg bis 2030 zu halbieren, hält dazu bspw. der Schweizerische Baumeisterverband explizit fest.

2. Bemerkungen zu den einzelnen vorgeschlagenen Neuregelungen

Die vorgeschlagenen Regelungen beurteilen wir – in der Reihenfolge gemäss dem erläuternden Bericht – wie folgt:

Ad 2.1, Massnahmen zur Verwendung von Eigenmitteln für die Altersvorsorge

Es entspricht der Systemlogik: Der Bezug von steuerfinanzierten, bedarfsorientierten Leistungen soll nicht unnötig durch Fehlanreize vorgelagerter Systeme gefördert werden. Entsprechenden Fehlanreizen gilt es ebenso entschlossen entgegen zu treten wie auch jeglichen Formen eines möglichen Missbrauchs. Insbesondere die Mittel der obligatorischen beruflichen Vorsorge sollen dem Gedanken der Altersvorsorge reserviert sein und in der Regel in Rentenform bezogen werden, sofern damit das Einkommen im Alter am besten gesichert werden kann. Ausnahmen sollen dann zulässig sein, wenn insgesamt ein Gegenwert zur Verfügung steht, der ebenfalls dem Zweck der Vermeidung eines EL-Bezugs im Alter dient. Gemäss einer Erhebung des BSV aus dem Jahre 2014 hat jeder dritte EL-Bezüger vorgängig einen Kapitalbezug aus der beruflichen Vorsorge gehabt. Alleine diese Grössenordnung zeigt an, dass die Prüfung von Massnahmen angezeigt ist. Trotzdem muss eine **Differenzierung** gemäss den vorstehenden Grundsätzen ins Auge gefasst werden.

Der Bundesrat schlägt vor, dass im Pensionierungszeitpunkt der Bezug des obligatorischen Teils der beruflichen Vorsorge (ausmachend total rund 45 Prozent der gesamten Guthaben der beruflichen Vorsorge) entweder ganz oder zur Hälfte untersagt werden soll. Das angesparte Altersguthaben des Obligatoriums würde in diesem Fall zwingend entweder vollständig oder mindestens zur Hälfte in eine Rente umgewandelt. Mit einem Sparbeitrag von CHF 38 resp. 19 Mio. handelt es sich bei dieser Massnahme gleichzeitig um eine der wichtigeren Massnahmen des bundesrätlichen Vorschlags.

In der Tat sprechen aus der Optik des Systems der steuerfinanzierten Ergänzungsleistungen im Rahmen einer Abwägung zwischen Selbstverantwortung und Verhinderung unnötiger Belastungen der Steuerzahler die Argumente eher für eine Festschreibung des Bezugs der Rente im Zeitpunkt der Pensionierung. Dies jedoch immer klar begrenzt auf das im Rahmen des obligatorischen BVG angehäuften Kapitals. Der Bezug im Überobligatorium darf in keiner Weise zusätzlich eingeschränkt werden. Das maximal erreichbare Altersguthaben im Obligatorium beläuft sich heute auf rund CHF 320'000. Nach Abzug der Steuern verbleibt bei einem Mindestumwandlungssatz von künftig voraussichtlich 6 Prozent eine monatliche Rente von maximal CHF 1'500. Und dies nur für die wenigen rein obligatorisch Versicherten, welche überhaupt dieses Maximum erreichen. Alle andern werden eine teilweise noch erheblich tiefere Rente erhalten. Selbst zusammen mit einer maximalen AHV-Rente liegen damit sowohl Ehepaare wie auch Einzelpersonen nur knapp oberhalb der EL-Bezugsgrenze, solange sie zu Hause leben. Mit Blick auf die möglichen zu erzielenden Renditen wird ohne weiteres klar, dass selbst mit der Anlage von maximal möglichen CHF 300'000 höchstens ein monatlicher Nettoertrag von wenigen hundert Franken generiert werden kann, wodurch bei den

meisten Versicherten nur mit BVG-Obligatorium sehr rasch ein EL-Bezug ansteht. Demgegenüber entfällt eine EL-Berechtigung zumindest so lange diese Versicherten noch zu Hause leben. Nachdem der «dritte Beitragszahler» seit Jahren zunehmend schwächelt und eine Trendwende nicht in Sicht ist, hat sich die Situation gegenüber der damaligen Legiferierung offensichtlich stark verändert. Es fällt deshalb schwer, sich mit stichhaltigen Argumenten gegen die entsprechende Einschränkung des Kapitalbezugs zu stellen. Obwohl dies grundsätzlich eher eine Schwächung der beruflichen Vorsorge bedeutet, kann sich deshalb eine klare Mehrheit der Mitglieder des SAV mit der Einschränkung einverstanden erklären, konsequenterweise in der Variante 1. Dieser Beurteilung nicht anschliessen können sich allerdings die CVCI (chambre vaudoise du commerce et de l'industrie), der SBV (Schweizerischer Baumeisterverband) und der SVV (Schweizerischer Versicherungsverband). Sie sind der Auffassung, die mögliche (geringe) Entlastung der EL durch diese Massnahme stehe in keinem Verhältnis zur Einschränkung der Verfügungsgewalt der Versicherten über ihre angesparten Mittel der beruflichen Vorsorge.

Anders zu beurteilen ist das Verbot einer Barauszahlung der Austrittsleistung für die Aufnahme einer selbständigen Erwerbstätigkeit. Dafür fehlen stichhaltige Argumente offensichtlich. Gemäss einer bereits zehnjährigen Studie, welche der Bundesrat bemüht, müssen 20 Prozent derjenigen, welche Mittel aus der beruflichen Vorsorge als Startkapital für die Aufnahme einer selbständigen Tätigkeit bezogen haben, ihre Tätigkeit früher oder später wieder einstellen. Davon haben rund die Hälfte ihr bezogenes Kapital ganz oder teilweise verloren. Mit dieser Massnahme soll in der EL per 2022 eine Einsparung von CHF 8 Mio. erzielt werden.

Aus den Darlegungen lässt sich schliessen, dass zwar in 10 Prozent der Bezugsfälle von Risikostartkapital aus der beruflichen Vorsorge tatsächlich Vorsorgegelder im Alter fehlen könnten, welche den EL-Bezug fördern. Der Bundesrat legt aber in keiner Weise dar, was mit den restlichen 90 Prozent – den erfolgreichen Gründungen – geschehen ist. Häufig liegt es nämlich auf der Hand, dass ohne einen zusätzlichen Bezug von Geldern aus der beruflichen Vorsorge gar keine erfolgreiche Selbständigkeit zustande gekommen wäre. Daraus wären dann auch keine erfolgreichen Unternehmen entstanden, keine neuen Arbeitsplätze, keine Steuererträge usw. Die Wahrscheinlichkeit ist hoch, dass diese 90 Prozent erfolgreicher Gründungen ein Vielfaches an direkten und indirekten Steuereinnahmen für Bund, Kantone und Gemeinden generieren, als die angeführten CHF 8 Mio., die per 2022 im Rahmen des EL-Bezugs eingespart werden sollten. Mit andern Worten: Es ist davon auszugehen, dass zwar einem offensichtlich sehr beschränkten Verlust an Vorsorgegeldern mit einer marginalsten Auswirkung auf die EL bei einer risikoorientierten Betrachtung ein Vielfaches an Steuererträgen gegenüber stehen. **Angesichts der eingangs erwähnten Grundsätze lehnt der SAV deshalb die Einschränkung des Bezugs in diesem Fall klar ab.**

Stattdessen sollte der Bundesrat – wie seitens des SAV bereits mehrfach empfohlen und einleitend einmal mehr angeführt – die Möglichkeit einer obligatorischen beruflichen Vorsorge für Selbständigerwerbende ernsthaft prüfen.

Mit derselben bundesrätlichen Logik wie beim Kapitalbezug zur Aufnahme einer selbständigen Tätigkeit hätte der Bundesrat ansonsten auch eine Bezugsbeschränkung für Vorbezüge zum Erwerb von Wohneigentum vorschlagen müssen. Zwar steht dort dem Vorbezug in der Regel tatsächlich auch ein Wert gegenüber, der das Fortkommen im Alter ebenfalls erleichtert. Doch auch beim Bezug für Wohneigentum sind Konstellationen denkbar, wo es zum Verlust von Vorsorgegeldern kommen kann. Auch da gilt deshalb richtigerweise der Grundsatz, wonach aber in der überwiegenden Mehrzahl der Fälle sich für die EL keine gravierenden finanziellen Nachteile ergeben dürften. Es ist deshalb zumindest aus heutiger Sicht richtig, auch für diesen Sachverhalt keine weitere Beschränkung vorzusehen.

Versicherte, die ihren Lebensunterhalt ganz oder teilweise aus dem Vermögen decken können, sollen durch die EL nicht bzw. nicht vollumfänglich unterstützt werden. Bei der Berechnung ist deshalb auch das Vermögen gebührend zu berücksichtigen. In der damaligen Botschaft 1964 wurde ein Vermögensfreibetrag als **«Notpfennig»** vorgesehen. Bis 2010 lag dieser bei CHF 25'000 für Alleinstehende, CHF 40'000 für Ehepaare und CHF 15'000 für Kinder. **Im Rahmen der Neuordnung der Pflegefinanzierung hat der Gesetzgeber diese Freibeträge massiv angehoben** auf CHF 37'500 für Alleinstehende und CHF 60'000 für Verheiratete. Zusätzlich gilt für selbstbewohnte Liegenschaften der gesonderte Freibetrag von CHF 112'500. Im Rahmen der Neuordnung der Pflegefinanzierung wurde dieser für Ehepaare, bei denen ein Ehegatte im Heim lebt, massiv auf CHF 300'000 erhöht. **Aufgrund der grossen Zahl der EL-Bezüger mit Wohneigentum löste diese Massnahme einen markanten Kostenschub für die EL von jährlich CHF 80 Mio. aus.** Der Bundesrat will diese Erhöhungen nun rückgängig machen, wenn auch nicht ganz vollständig, und damit eine Entlastung von jährlich total CHF 56 Mio. ermöglichen.

Die damalige Erhöhung der Vermögensfreibeträge erfolgte gegen den Willen des Bundesrats durch das Parlament. Es zeigt sich im Nachhinein deutlich, dass die Befürchtungen des Bundesrats berechtigt waren. Es ist systemlogisch, dass EL-Bezüger ihr Vermögen bis auf den «Notpfennig» abbauen müssen. Selbst der hohe Abzug von selbstbewohntem Wohneigentum ist kaum haltbar, denn er privilegiert in massiver Weise Wohneigentümer gegenüber anderen Vermögenden, welche ihre finanziellen Mittel anderweitig investiert haben und entsprechend den Vermögensverzehr bei der Berechnung der EL angerechnet erhalten. **Angesichts der schwierigen Ausgangslage der EL mit Blick auf die Zukunft beantragt der SAV, die Vermögensfreibeträge konsequenterweise wieder auf das Niveau zurück zu führen, wie es vor der Neuordnung der Pflegefinanzierung bis 2010 galt.** Mit Blick auf die finanzielle Wirkung gilt es zu beachten, dass selbst der Vorschlag des Bundesrats einen Drittel des gesamten Sparvolumens der bundesrätlichen Vorlage ausmacht.

Den Vorschlag zur Einführung einer rechtlichen Definition des Vermögensverzichts unterstützen wir ebenso wie denjenigen betreffend die Ermittlung des Reinvermögens bei Personen mit Wohneigentum. Es ist sachgerecht, künftig Hypothekarschulden nur noch vom Wert der Liegenschaft und nicht mehr wie bisher vom Gesamtvermögen in Abzug zu bringen. Um diesen Vorschlag jedoch abschliessend beurteilen zu können, fehlt es insbesondere an einer Definition des Begriffs «Wert der Liegenschaft». Es ist darauf zu achten, dass dabei nicht neue Ungerechtigkeiten geschaffen werden. Die Botschaft müsste deshalb mindestens auch nachvollziehbare Berechnungsbeispiele aufzeigen (bspw. Versicherte mit vergleichbaren Liegenschaften, aber unterschiedlicher Verschuldung auf der Liegenschaft und unterschiedlich hohen weiteren Vermögenswerten).

Auch der Vorschlag betreffend einer neuen Aufteilung des Vermögens bei Ehepaaren, bei denen ein Ehegatte in einem Heim lebt, ist systemkonform. Betroffen sind ausschliesslich Ehepaare, die zusätzlich zu ihrer Liegenschaft mit einem heute sehr hohen Freibetrag in diesem Fall noch über weitere finanzielle Reserven verfügen.

Im Kontext der noch vorhandenen Vermögen ist aus Sicht des SAV unbedingt eine weitere Massnahme zu prüfen, nämlich die Einführung eines Schwellenwertes bei Vermögen. Es gilt, die Selbstverantwortung dort stärker zu gewichten, wo sie objektiv einforderbar ist. **Personen, welche ausreichende wirtschaftliche Mittel haben, sollen die EL-Behörden auch nicht administrativ immer stärker belasten und zuerst ihre Vermögen auf ein vertretbares Mass abbauen, bevor sie überhaupt ein Gesuch stellen.** Erst unterhalb einer bestimmten Schwelle sollen die EL-Durchführungsstellen überhaupt auf eine vertiefte Prüfung eines EL-Gesuchs eintreten müssen. Eine solche **Schwelle** könnte beispielsweise auf das **Doppelte oder das Dreifache der Vermögensfreigrenzen gemäss Art. 11 ELG** festgelegt werden. Somit müsste bspw. eine unverheiratete Person ihr Vermögen zuerst bis zum Betrag von neu CHF 50'000 resp. CHF 75'000 abbauen. Anschliessend würde ihr

Gesuch behandelt und die EL-Berechnung erstellt. Eine entsprechende Lösung hätte letztlich keine Nachteile für die Betroffenen, würden den Gedanken der Selbstverantwortung vor der Beanspruchung von Bedarfsleistungen stärken und last but not least die Durchführungsstellen administrativ entlasten. Da sie nun von Jahr zu Jahr mit stark weiter steigenden Fallzahlen beschäftigt sind, droht nämlich auch im administrativen Bereich schon bald ein massiver Bedarf an zusätzlichen Stellen. Dem gilt es entsprechend entgegen zu treten.

Ad 2.2, Massnahmen zur Reduktion von Schwelleneffekten

Jede EL-beziehende Person ist berechtigt, eine **individuelle Prämienverbilligung** zu beziehen. Die Höhe der jährlichen EL entspricht dabei mindestens dem Betrag der IPV, der in der Regel der Höhe der jeweiligen Durchschnittsprämie des jeweiligen Kantons entspricht. Kleine EL-Beträge werden deshalb auf die Höhe der IPV angehoben. Dadurch wird beim Ein- und Austritt aus dem EL-System ein Schwelleneffekt erzeugt. Um diese Problematik zu entschärfen, soll die EL-Mindesthöhe auf die Höhe der IPV für die einkommensschwächste Kategorie der Nicht-EL-beziehenden Personen gesenkt werden. Das EL-rechtliche Existenzminimum wird dabei nicht tangiert. Durch die Berücksichtigung der Prämie bei der EL-Berechnung sind die Bezüger dadurch auch unverändert in der Lage, ihre Prämie zu bezahlen. Um eine zu starke Reduktion zu vermeiden, soll der Betrag für die EL-beziehenden Personen gleichzeitig nicht weniger als 60 Prozent der Durchschnittsprämie betragen. ***Zwecks administrativer Vereinfachung schlagen wir aber vor, auf die Vergleichsrechnung zu verzichten und den Kantonen die Festlegung der Höhe der Mindesthöhe (jedoch mindestens im Umfang von 60 Prozent der Durchschnittsprämie) zu überlassen.*** Mit der Massnahme wird im Übrigen auch eine berechtigte Forderung der Kantone erfüllt. Ihnen kommt denn auch die angestrebte Entlastung von CHF 75 Mio. zu Gute. ***Weil mit der Massnahme der Schwelleneffekt zumindest gemindert wird, ohne die EL-Bezüger in Schwierigkeiten zu bringen, wird die vorgeschlagene Massnahme unterstützt.***

Bei erwerbstätigen Bezügerinnen von EL zur IV wird grundsätzlich das effektiv erzielte Erwerbseinkommen für die EL-Berechnung berücksichtigt, aber ein Freibetrag von CHF 1'000 für Alleinstehende resp. CHF 1'500 für Verheiratete gewährt. Vom verbleibenden Erwerbseinkommen werden zwei Drittel als Einnahme angerechnet. Bei teilinvaliden Personen wird sinngemäss ein hypothetisches Einkommen angerechnet. Auch nicht invaliden Ehepartnern werden nur zwei Drittel des Erwerbseinkommens nach Abzug des Freibetrags angerechnet. Durch diese Regelung kann ein Schwelleneffekt entstehen, denn eine betroffene Person kann nach dem Austritt aus dem EL-System über tiefere monatliche Einnahmen verfügen als während des EL-Bezugs. ***Der SAV ist der Auffassung, effektive Einkommen sollten künftig für alle zitierten Kategorien vollumfänglich und ohne Privilegierung als Einnahmen angerechnet werden.*** «Insbesondere die Tatsache, dass das Beziehen von EL heute lukrativer sein kann, als im Tieflohnbereich zu arbeiten, lässt sich nicht verbergen und führt zu Recht bereits heute zu massiver Kritik», betont der Arbeitgeberverband Basel. «Besonders stossend ist dabei, dass ältere Rentner ihre legitimen Ansprüche auf EL oft nicht geltend machen, obwohl sie während ihres gesamten Erwerbslebens in die Versicherungen einbezahlt haben, während jüngere Rentenbezüger, die sich kaum oder gar nie an der Finanzierung der Sozialversicherungen beteiligt haben, diesbezüglich weniger Hemmungen haben. ***Eine der wichtigsten Forderungen, die eine ELG-Revision erfüllen muss, ist diejenige, dass EL-Bezüger nicht mehr Mittel zur Verfügung haben, als Leute, die voll erwerbstätig sind, aber im Tieflohnbereich arbeiten***», hält der Arbeitgeberverband Basel treffend fest.

Nicht einverstanden ist der SAV mit dem Bundesrat, das Thema Betrag für den allgemeinen Lebensbedarf von Kindern nicht weiter zu verfolgen. Insbesondere für Familien macht die Höhe der EL die Invalidenrente überhaupt erst attraktiv. Bei Familien mit unterstützungspflichtigen Kindern sollte das durch Ergänzungsleistungen erzielte Gesamteinkommen nicht deutlich höher liegen können als

von Erwerbstätigen mit Familie beziehungsweise vor dem Eintritt der Invalidität. **Eine Senkung der Kinderpauschale oder die Einführung einer angemessenen Äquivalenzskala in der EL zur Bemessung des allgemeinen Lebensbedarfs von Kindern ist deshalb geboten.** Die Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI) meint dazu etwa: «D' autres mesures devraient être envisagées. On pense ici ..., ainsi qu'à une réduction des montants prévus pour les enfants, nettement supérieurs – sans que l' on y voie une justification – à ceux pratiqués dans les régimes d'aide sociale notamment.»

Die Massnahme betreffend Berücksichtigung der tatsächlichen Krankenversicherungsprämie als Ausgabe wird ebenso unterstützt wie der Vorschlag betreffend Direktauszahlung der Kosten für die Krankenversicherungsprämie an den Krankenversicherer.

Ebenso auf Zustimmung stossen die Massnahmen gemäss Ziffer 2.4 des erläuternden Berichts zur EL-Berechnung von Personen, die in einem Heim oder Spital leben sowie die Massnahmen zur Verbesserung der Durchführung gemäss Ziffer 2.5. Abgelehnt wird demgegenüber die Einführung einer gesetzlichen Grundlage dafür, dass die Beiträge des Bundes an die Verwaltungskosten bei mangelhafter Durchführung gekürzt werden können. Einziges Ziel dieser Massnahme ist offenbar die «schweizweit rasche Zusprehung von EL» im Rahmen der im Übrigen kaum existierenden Aufsicht durch das BSV über die Durchführungsstellen der EL. Vorerst müsste einmal grundsätzlich geprüft werden, für welche Sachverhalte eine solche Aufsicht sinnvoll wäre. Dabei ist kaum in erster Linie an die möglichst rasche Zusprache von Leistungen zu denken. Denn eine solche Massnahme wäre bestenfalls Verwaltungskostentreibend, müssten doch Durchführungsstellen beispielsweise bereits bei kleinsten Engpässen sofort zusätzliches Personal rekrutieren. Um den effektiv Berechtigten rasch die EL zukommen zu lassen, sind andere Anreize deutlich effektiver. Zu denken ist etwa an die vorstehend geforderte Einführung einer Vermögensschwelle, welche die Durchführungsstellen wesentlich administrativ entlasten könnte.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unsere Ausführungen.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor

Martin Kaiser
Mitglied der Geschäftsleitung

Associations faitières de l'économie

UNION PATRONALE SUISSE

Contacts

- Fredy Greuter, responsable Communication: greuter@arbeitgeber.ch; 044 421 17 34; 079 628 56 61
- Roland A. Müller, Directeur: mueller@arbeitgeber.ch; 044 421 17 31; 079 220 52 29
- Valentin Vogt, Président: vogt@arbeitgeber.ch; 044 810 16 40; 079 634 12 10

Renseignements spécifiques

Secteur Marché du travail / Droit du travail

Daniella Lützel Schwab: luetzel Schwab@arbeitgeber.ch; 044 421 17 36

- Main-d'œuvre (en outre immigration, travailleurs âgés, conciliation travail-famille)
- Partenariat social
- Questions salariales
- Temps de travail
- Sécurité et santé au travail

Secteur Formation

Jürg Zellweger: zellweger@arbeitgeber.ch; 044 421 17 30

- École obligatoire
- Formation professionnelle initiale / Apprentissage
- Formation professionnelle supérieure
- Formation continue

Secteur Politique sociale

Martin Kaiser: kaiser@arbeitgeber.ch; 044 421 17 35

- Prévoyance vieillesse
- Assurance-invalidité
- Prestations complémentaires
- Aide sociale
- Assurance-chômage
- Assurance-maladie/accidents
- Allocations pour perte de gain
- Allocations familiales

Secteur Affaires internationales

Marco Taddei: taddei@arbeitgeber.ch; 021 613 36 85; 079 776 80 67

Antenne romande

Marco Taddei: taddei@arbeitgeber.ch; 021 613 36 85; 079 776 80 67

Internet

<http://www.arbeitgeber.ch/fr/medias/contact-avec-les-medias/>
<http://www.arbeitgeber.ch/fr/a-propos-de-nous/secretariat/>



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

ECONOMIESUISSE

Thèmes

- Concurrence
- Économie extérieure
- Energie et environnement
- Finances
- Fiscalité
- Formation (Recherche & Innovation)
- Infrastructures
- Politique économique
- Réglementation